

Focus :
Des médailles
de travail pour le
personnel du
secrétariat exécutif

Janvier 2016

Actualités

Le nouveau visage de notre siège

L'Assemblée générale du 17 décembre a entériné le projet d'extension de notre immeuble : une salle de conférences plus grande, une salle des banquets, une bibliothèque, de nombreux bureaux...



Quelle année 2016 pour les chefs d'entreprise?

Quelques patrons se prononcent. Lire notre dossier

1^{er} opérateur 4G au Cameroun



la vie change avec orange™

Sommaire

• Editorial du Président

• L'Evènement

Assemblée générale ordinaire

- Les chefs d'entreprises témoignent sur la conjoncture 2015
- Communication spéciale du MINRESI

• Le Dossier

Voeux des adhérents pour 2016

• Focus

Les employés du GICAM au Panthéon des médailles de travail

· La grande interview

Fayez Samb, Directeur général de Gras Savoye

Actualités

Le nouveau visage de notre siège

Un faisceau d'activités pour le rayonnement de notre Groupement

• Carnet du GICAM

Directeur de Publication André FOTSO

Rédacteur en chef Alain Blaise BATONGUE

Coordination éditoriale & suivi édition Ange EPEE

Rédaction

Vincent KOUETE Ange EPEE Jules Simplice KEMBOU Noé NDI MBÉRÉ Abraham KUATE

Publicité Dieudonné SAMOU

Mice on page

Mise en page ©KLMA Design 2016

Crédit photos GICAM

POUR UNE BONNE ANNÉE 2016



André FOTSO, Président du GICAM

ous voici repartis pour une nouvelle année!

Quels qu'aient pu être nos exploits et nos échecs de l'exercice précédent, de nouveaux défis se dressent devant nous et requièrent une nouvelle mise en perspective

de nos stratégies et démarches. Pour notre Groupement, les nombreux efforts consentis au cours de l'année 2015 ont, une fois de plus, conforté notre position en tant qu'organisation de référence résolument engagée dans la défense et la promotion de l'entreprise.

Certes, certains résultats engrangés auraient pu être meilleurs mais nous devons résolument nous servir des avancées réalisées comme rampes pour viser de meilleures performances en 2016; que ce soit dans la dialogue public/privé, dans le développement de services à valeur ajoutée ou dans la valorisation des immenses potentialités humaines et naturelles de notre pays. A cet effet, les principales orientations devant guider notre action au cours de cet exercice ont été données par les membres du Groupement au cours de notre assemblée générale du 17 décembre dernier.

L'année qui commence devra ainsi être particulièrement riche et intense avec, au premier rang des manifestations, l'organisation couplée de la 3ème édition des Journées de l'Entreprise et des 5èmes assises de l'Université du GICAM. Ce double évènement se tiendra du 28 mai au 04 juin 2016, soit 07 jours d'effervescence pour magnifier les prouesses des entreprises, forger un plaidoyer pour la prise en compte de leurs spécificités par les différents acteurs de développement et , en même temps, poursuivre le renforcement des capacités des dirigeants et cadres d'entreprise sur différents aspects du management stratégique et opérationnel.

En plus de cet évènement, un important chantier sera mis sur les rails cette année : celui de l'extension de l'immeuble-siège du Groupement. En cogitation depuis quelque temps, le moment semble

désormais propice à son lancement, ll est, premièrement, motivé par la nécessité d'augmenter la capacité d'accueil de la salle des conférences qui apparaît chaque jour un peu plus étroite pour accueillir le nombre sans cesse croissant des adhérents. Il s'agit également d'accroître la capacité d'autofinancement du Groupement à travers une augmentation des ressources de location pour les bureaux et, enfin, de pouvoir disposer de locaux nécessaires pour l'Ecole de l'Entreprise du GICAM (EEG) et pour le Centre d'Incubation et d'Innovation (C2I).

Au cours de cette année, un nouveau symbole viendra conforter et sacraliser la qualité de membre du GICAM. L'immatriculation conférera désormais aux entreprises membres un identifiant symbolisant leur appartenance au GICAM, qu'elles pourront utiliser sur leurs supports de communication (papier entête, cartes de visite, etc.). Au-delà de l'important symbole que représenteront ces identifiants, ils permettront une meilleure gestion du fichier des membres et faciliteront le développement des services à leur endroit.

Bien entendu, les projets déjà engagés continueront de bénéficier de la même attention que par le passé. Il s'agit particulièrement de celui relatif à la construction de deux centres de formation professionnelle sectoriels (CFPS), développé en partenariat avec le MINEFOP pour la formation d'ouvriers qualifiés et de techniciens spécialisés dans trois secteurs porteurs de notre économie : la maintenance industrielle, le transport/logistique et l'agro-industrie.

L'Ecole de l'Entreprise du GICAM, Un patron-Une plantation, le Centre d'incubation et d'innovation continueront de bénéficier de la même attention.

Il en sera ainsi, d'une manière générale, de notre engagement pour une plus grande densification et une meilleure structuration du public/privé, tant nous pensons que notre pays amorce cette année un tournant qui pourrait décisif pour son économie. Alors que le Plan d'urgence décidé par les hautes autorités se met en place, de nombreux autres chantiers sont annoncés dans le cadre de la préparation des CAN 2016 et 2019. Ajoutés aux projets structurants déjà en cours, ces investissements massifs pourraient changer le visage de certaines parties de notre pays et impacter, si des réformes ciblées sont adoptées et implémentées, l'ensemble de notre tissu économique. C'est à cela que travaillera le Groupement au cours de cette année.

En attendant et comme, selon les usages, la période sied particulièrement à la formulation des vœux pour la nouvelle année, le Bulletin du GICAM livre dans cette édition, des vœux qu'émettent quelques chefs d'entreprise.

Bonne année 2016 à tous!

RETROUVAILLES

UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE POUR FAIRE LE BILAN

Le jeudi 17 décembre 2015 a marqué la tenue de la 121^{ème} assemblée générale du Groupement. Diverses articulations ont ponctué ce rendez-vous qui a duré près de quatre heures, la plus attendue étant certainement la présentation du rapport moral du président Fotso.

De plus, cette rencontre a été exceptionnellement couplée à la première cérémonie de remise de médailles d'honneur du travail au GICAM, présidée par le ministre du Travail en personne, M. Grégoire Owona.

Retour sur cette journée.



De nombreux invités de marque ont répondu favorablement à l'invitation du GICAM :

- Pr. Roger Tsafack Nanfosso, recteur de l'Université de Dschang ;
- Pr. François Xavier Étoa, recteur de l'Université de Douala ;
- Rev. Dieudonné Massi Gams, président de la Commission nationale anti-corruption (CONAC);
- M. Linus Toussaint Mendjana, directeur général de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature ;
- M. Roger Noël Iroume, inspecteur général au ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation (MINRESI), représentant de son ministre;
- M. Gaston Komba, député à l'Assemblée nationale et coordonnateur du Réseau Parlementaire Espérance Jeune et Enfance (REJE) ;

- M. Philippe Ngathe Kom, conseiller technique auprès du ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle (MINEFOP) et par ailleurs coordonnateur de l'Unité de Suivi et de Coordination du Programme C2D Formation professionnelle.
- A l'ordre du jour, sept points:
- présentation du rapport moral de président du GICAM ;
- témoignages de chefs d'entreprise sur l'année 2015;
- remise de médailles du travail au personnel du GICAM ;
- présentation à l'approbation des projets majeurs du Groupement ;
- communication spéciale du représentant du MINRESI ;
- interventions des invités spéciaux et la signature de la convention GICAM ENAM;
- échanges et adoption des résolutions.

Rapport moral du président

Après avoir salué l'enrôlement de 37 entreprises et organisations qui ont rejoint le Groupement depuis le début de cette année et exprimé le souhait que ces dernièrrs s'impliquent activement pour le rayonnement du Groupement, le président Fotso a tour à tour évoqué les grands traits de l'économie internationale et nationale, les préoccupations des chefs d'entreprise et, enfin, l'activité du Groupement au cours de l'année qui s'achève.

Retour sur l'évolution économique mondiale et nationale

Sur le plan international, le président s'est attardé sur les résultats économiques peu flatteurs de la zone CEMAC qui pâtit notamment de la baisse des investissements publics, du repli des activités dans les BTP et de la baisse de la production pétrolière, cou-

plée à la chute prononcée des cours du pétrole depuis le second semestre de 2014. Il a, une fois de plus, regretté les retards dans la construction de l'intégration sous-régionale; la libre circulation des biens et des personnes restant une gageure malgré les décisions prises par les chefs d'Etat.

décret du Premier Ministre de ce cadre de dialogue

Au cours de cette année, l'activité des entreprises a particulièrement été éprouvée par de fortes tensions de trésorerie, la persistance d'une forte concurrence déloyale des importations et du secteur informel, la sempiternelle question de l'énergie et les obsGouvernement. L'innovation majeure aura été l'accélération d'un cadre de concertation entre notre Groupement et l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM). En application de la convention de partenariat signée par notre Groupement respectivement avec la CONAC et la BCAC, plusieurs initiatives on été menées pour renforcer la sensibilisation contre le fléau que constitue la corruption.

Le second semestre 2015 a également été marqué par le lancement de l'Ecole de l'En-



treprise du GICAM (EEG), l'un des projets majeurs de notre programme Alliance Active II. Ce projet porte une ambition, celle de construire un modèle d'établissement de formation supérieure privé collé aux réalités des entreprises. Elle accueille cette année une cinquantaine d'étudiants en formation initiale dans quatre filières.

L'un des plus importants rendez-vous organisé par le Groupement au cours de l'année qui s'achève est sans aucun doute, de l'avis du président, la quatrième édition de l'Université du GICAM qui s'est tenue du 27 au 29 juin 2015 sous le thème «L'entreprise offensive ». Toujours dans l'optique de renforcement des capacités des entreprises, il a relevé que trois éditions des dîners-débats avaient été organisées cette année, dont une seule au courant du 2ème semestre.

De même, le Groupement a poursuivi son engagement dans l'instruction du projet de construction de deux centres formation professionnelle sectoriels (CFPS) en partenariat avec le MINEFOP et l'AFD.

S'agissant des structures spécialisées du GICAM, à savoir le Business Advisory Services, la Cellule de Lutte contre le Commerce Illicite, le Centre d'Arbitrage du GICAM et les commissions sectorielles et transversales, elles ont poursuivi leurs activités dans une relative sérénité.

Témoignages de chefs d'entreprise

L'assemblée a successivement écouté les témoignages de :

- M. Franklin Ngoni Njie, directeur général de CDC
 M. Yves Pierre Damnon, directeur général de CIMENCAM
- M. Ephreim Tchakounte, représentant du GEX



Sur le plan national, il a relevé la performance économique du pays dont le taux de croissance devrait avoisiner les 6% grâce au bon comportement de certains secteurs tels que les bâtiments, les travaux publics, les services financiers (banque et assurance), l'augmentation de la production pétrolière, le commerce général, la téléphonie mobile et les grands chantiers d'infrastructures et ce malgré des chocs conjoncturels dont la chute prononcée des cours mondiaux du pétrole et la crise sécuritaire dans l'Extrême-Nord.

Il a cependant insisté sur le fait que l'évolution de la croissance de notre pays restait toujours en deçà de l'ambition de gagner au moins un point de croissance chaque année, d'où son appel aux réformes structurelles pour capitaliser les efforts actuellement consentis dans les grands projets.

Préoccupations des chefs d'entreprise

Comme cela avait déjà été le cas au mois de mai, celles-ci portent toujours sur la qualité du climat des affaires. Le président Fotso a souligné que l'année 2015 s'achevait malheureusement sur un sentiment très mitigé car l'évaluation de la mise en œuvre de la vingtaine de recommandations issues du Cameroon Business Forum révèle des performances largement en dessous des attentes, malgré la formalisation récente par

tacles sur les exportations dans la sous-région.

Le président Fotso a salué la dynamique de concertation entre l'administration fiscale et les groupements socio-professionnels cette année, notamment autour de l'élaboration de la loi de finances 2016, avant de rappeler quelques mesures volontaristes et complémentaires indispensables pour permettre à l'entreprise de continuer à jouer véritablement son rôle de vecteur de la croissance. Il s'agit, notamment, de la publication rapide de ses textes d'application ; l'implication à 40% au moins des entreprises nationales dans la réalisation des grands chantiers ; le lancement d'une nouvelle dynamique pour l'amélioration du climat des affaires dans le cadre du Cameroon Business Forum avec, en ligne de mire, l'amélioration du classement de notre pays sur les échelles internationales ; l'intensification de la lutte contre la concurrence déloyale et l'adoption de mesures en faveur de la protection de notre jeune industrie ; le développement et la promotion de systèmes financiers et de structures spécialisées adaptées à notre environnement.

Activités du Groupement

Il est revenu qu'au cours du 2^{ème} semestre de l'année qui s'achève, le Groupement Inter-Patronal du Cameroun a été aux avant-postes des principales concertations avec le

- M. Animban Deb, directeur général d'OLAM CAM
- M.Alphonse Nafack, président de l'APPECAM
- M. Emmanuel Wafo, président de l'AC2P

M. Franklin Njie Ngoni s'est particulièrement attardé sur la situation du secteur agricole camerounais, ses atouts, les enieux et contraintes à son développement, avant de faire quelques propositions pour l'avènement effectif de l'agriculture dite « de seconde génération ». Parmi celles-ci, l'amélioration du cadre institutionnel organisant le secteur agricole, la prise en compte des contraintes et spécificités (calendrier agricole, cycle de production ...) du secteur dans les initiatives de promotion économique, la réforme foncière et la sécurisation des plantations et des produits, la mise en place de financements adaptés, l'amélioration de l'accès aux intrants, une meilleure coordination des initiatives et le désenclavement des bassins de production.

M. Ephreim Tchakounte, s'exprimant au nom du Groupement des Exportateurs de Café et de Cacao, a introduit son propos par une présentation générale des filières concernées. Elles représentent 3% du PIB et 15% de la valeur ajoutée du secteur primaire. Selon l'orateur, le contexte d'évolution des filières en 2015 a été marqué par le déploiement du plan de relance et de développe-ment à l'horizon 2020 initié par le Gouvernement et dont les ambitions de productions annuelles sont de 600.000 tonnes pour le cacao, 125.000 tonnes pour le café robusta et 35.000 tonnes pour le café arabica. Le volume des exportations de la campagne 2014/2015 a été en hausse de 11,86% par rapport à la campagne précédente pour le cacao et légèrement en baisse pour le café. Un facteur défavorable a cependant été la perte de confiance du marché international vis-à-vis de l'origine Cameroun, à travers l'application de différentiels négatifs sur les prix. Le prix payé aux producteurs a tout de même connu une évolution à la hausse dans un contexte où les entreprises de commercialisation ont dû faire face à la hausse de la fiscalité avec le relèvement du minimum de perception et à la situation de congestion au port de Douala.

M. Emmanuel Wafo s'est exprimé au nom des entreprises de la plasturgie. Il a souligné la discordance entre les ambitions d'industrialisation affichées dans le DSCE et l'absence de réelles mesures d'accompagnement de l'industrie locale. Parmi ces industries, la plasturgie fait partie des doyennes car elle est développée au Cameroun depuis 43 ans. Sa production s'est significativement diversifiée et la filière plastique se présente désormais comme une ressource pour des secteurs tels que le bâtiment, l'agriculture, l'agro-alimentaire et l'emballage. Depuis 2014 cependant, les entreprises suffoquent sous le poids de la nouvelle réglementation sur les plastiques malgré les quelques résultats récoltés suite aux initiatives de l'AC2P. Les problèmes rencontrés

sont : la multiplicité des tutelles avec des visions divergentes, les coûts des permis environnementaux exigés, parfois en grand nombre pour une même entreprise, les contrôles intempestifs, la recrudescence des importations frauduleuses du Nigéria et légales provenant de la Chine et de la Côte d'Ivoire, l'absence de normes dans le secteur.

M. Pierre Damnon a présenté un exposé sur la situation du secteur du ciment au Cameroun en 2015. Le développement de ce secteur, estimé à environ 8%, est tiré par les grands chantiers tels que la construction des barrages, routes, ponts, stades et infrastructures et, surtout, par le logement et la consommation des ménages. En 2015, la taille du marché domestique est de 2,4 millions de tonnes par an Avec l'installation, en 2014 et 2015 de deux nouveaux producteurs qui ont construit des stations de broyage de clinker sur les berges du Wouri, la capacité de production nationale est désormais bien supérieure à la taille du marché. C'est pourquoi les producteurs souhaitent l'arrêt des importations de ciment pour protéger l'industrie du ciment au Cameroun. Cl-MENCAM, le pionnier, met un accent particulier sur la qualité du ciment et le respect des normes camerounaises. L'entreprise, qui appartient à 45% aux Camerounais à travers la SNI, entend reste leader sur le marché et poursuivre son développement en s'appuyant en partie sur les bienfaits de la concurrence.

M. Alphonse Nafack a présenté, au nom de l'Association Professionnelle des Etablissements de Crédit au Cameroun (APECCAM) la situation, les contraintes et les perspectives du marché bancaire au Cameroun. Il ressort que le marché est animé par 14 banques dont une entrée sur le marché cette année, 4 établissements publics à caractère financier (SNI, CFC, Campost, SRC), 4 établissements financiers (Alios Finance, Pro-PME, Africa

Leasing, SCE...) avec un réseau de 264 agences et 450 guichets automatiques de banque (GAB). En 2015, le taux de bancarisation avoisine 20% avec 2,8 millions de comptes répartis entre les banques pour 1,8 millions et les EMF pour le reste. Les ressources mobilisées se sont établies à 3.434 milliards de FCFA, soit une hausse de 7,29%. Fait important, les comptes créditeurs à vue représentent 80,4% de cette masse. Quant au financement, il a été en hausse de 14%, s'établissant à 3.023 milliards de FCFA dont 36,42% de crédits à court terme, 35,15% de crédits à moyen terme et seulement 1,33% de crédits à long terme. Cette évolution favorable découle notamment du développement de nouveaux produits qui répondent mieux aux besoins des consommateurs (finance islamique, services financiers via mobile...). Les défis à relever restent cependant l'amélioration du taux de bancarisation, l'adaptation continue du cadre législatif et réglementaire aux évolutions du marché, l'amélioration du volume et de la qualité de l'épargne.

M. Animban Deb s'est inscrit dans la même lancée que son homologue de la CDC pour faire l'apologie du secteur agricole. A côté des difficultés déjà évoquées par ce dernier, il a ajouté le relèvement du minimum de perception et les difficultés logistique au port de Douala. Son propos s'est cependant conclu en insistant sur la responsabilité des employeurs dans la promotion de l'emploi et le rajeunissement des producteurs agricoles.

Remise de médailles du travail au personnel du GICAM

Présidée par M. Grégoire Owona, ministre du Travail et de la Sécurité sociale, cette première cérémonie du genre organisée au GICAM a permis la remise de médailles du travail à 10 collaborateurs du secrétariat exécutif du Groupement.



Dans son propos introductif, M. Alain Blaise Batongue a remercié le président Fotso et le Conseil exécutif pour cette initiative et a fait cas de trois récipiendaires dont l'un est déjà à la retraite et les deux autres sont appelés à faire valoir leurs droits à la retraite cette fin d'année.

Mme Marthe Nguime Ekollo, représentante des récipiendaires a exprimé les vifs remerciements du personnel au président du GICAM pour avoir pris et fait aboutir cette initiative, de même qu'au ministre du Travail pour l'honneur qu'il a fait au Groupement en présidant personnellement cette cérémonie. Mme Nguime Ekollo a également saisi cette occasion pour présenter quelques doléances, respectivement à l'attention du Conseil exécutif du GICAM et aux pouvoirs publics. Il s'agit notamment, pour ces derniers du déplafonnement du taux de cotisation pour une retraite plus aisée, de la revalorisation de l'allocation de congés de maternité et de l'allègement de la procédure et diligence dans le traitement des dossiers à la CNPS.

Dans son intervention de circonstance, le ministre a relevé les nouvelles lignes directrices de son administration, parmi lesquelles la non-discrimination entre PME et grandes entreprises et la gratuité des interventions. La question du déplafonnement du taux de cotisation est à l'étude, de même que l'assurance maladie et l'amélioration des mécanismes de la CNPS. Le ministre a appelé les chefs d'entreprise à une mobilisation générale en matière de gouvernance pour remonter la pente des classements internationaux tout en encourageant certaines ini-Groupement du l'instauration d'un médiateur. Pour finir, le ministre a fait part de la disponibilité et de l'engagement du Gouvernement à accompagner les initiatives du secteur privé.

Médailles de Bronze

- M. Alain Blaise Batongue
- M. Abraham Kuate
- Mme Lucie Kuate
- Mme Marthe Nguime Ekollo
- M. Nestor Mezekouang
- M. Dieudonné Samou
- M. Samuel Fonkam
- M. Jean-Baptiste Bonda
- M. Jonas Panle

Médailles d'Argent

- M. Alain Blaise Batongue
- M. Jonas Panle
- M. Nestor Mezekouang
- Mme Marthe Nguime Ekollo

Médailles d'Or

- M. Jonas Panle
- M. Nestor Mezekouang

Projets majeurs du Groupement

La quatrième articulation de l'assemblée générale a porté sur la présentation d'importants projets proposés par le Conseil exécutif du Groupement. Les projets suivants ont été validés: (i) l'extension de l'immeu-

ble-siège du Groupement ; (ii) l'immatriculation des adhérents ; (iii) l'organisation couplée de la 3ème édition des Journées de l'Entreprise et des 5èmes assises de l'Université du GICAM. L'assemblée générale a également entériné la perte de la qualité membres de certaines entreprises et organisations en application de l'article 8 des Statuts du Groupement.

Projet JDE-UG

Le projet d'organisation couplée de la 3ème édition des Journées de l'Entreprise et des 5èmes assises de l'Université du GICAM a également été approuvé. Ce double évènement se tiendra du 28 mai au 04 juin 2016, soit 07 jours d'effervescence pour magnifier les prouesses des entreprises, forger un plaidoyer pour la prise en compte de ses spécificités par les différents acteurs de développement et, en même temps, poursuivre le renforcement des capacités des dirigeants et cadres d'entreprise sur différents aspects du management stratégique et opérationnel.

Cinq principales articulations seront ainsi déployées :

Activités sportives

Elles se dérouleront autour d'un tournoi de football et de la Marche du manager. Le tournoi de football regroupera les équipes de football des entreprises participant déjà à différents tournois interprofessionnels (tournois des banquiers, des transporteurs...). Les matchs se dérouleront au stade Omnisports et au stade CICAM durant les week-ends en mini tournoi à élimination directe.

Comme en 2013, il sera organisé une Marche du manager le premier jour de l'évènement, activité qui symbolise le quotidien exigeant du chef d'entreprise. Les modalités de participation resteront les mêmes, ainsi que le trajet qui partira du GICAM pour le rond-point 4ème via le Boulevard Besseke avant de revenir vers le plateau Joss en suivant le Boulevard de la Liberté.

• Salon des entreprises

Il s'agit de l'activité-phare des JDE, qui consiste en une exposition d'entreprises. Son ambition est de s'imposer comme l'alter égo de l'évènement Promote à Douala. 300 entreprises (dont une cinquantaine venant de l'étranger) sont visées pour un Salon devant accueillir au moins 30.000 visiteurs durant 07 jours.

Le site reste à valider parmi trois propositions: la Maison du Parti (Bonanjo) se présente pour l'instant comme le ler choix ; le Parc des princes (Bali) vient en 2ème position; le stade Mbappe Lepe en 3ème. Les innovations par rapport à 2013 porteront sur la qualité des surfaces d'exposition qui seront plus modernes, l'aménagement d'espaces spécifiques pour l'organisation de rencontres B2B, le recours aux TIC et une meilleure articulation entre le Salon et les conférences débats.

Conférences-débats

Au regard des orientations des activités du CREG et compte tenu des enjeux de l'heure, le thème envisagé pour les JDE 2016 est « L'émergence des champions nationaux et des capitaines d'industrie comme levier pour accélérer et consolider la croissance », l'UG se déroulera sous le thème « L'entreprise championne ». Les conférences-débats seront orientées suivant une triple dialectique pour adresser à la fois la nécessité de : (i) mettre en évidence et célébrer les entreprises nationales leaders dans leurs secteurs d'activité ; (ii) structurer un plaidoyer pour leur consolidation et la construction d'autres champions nationaux et; (iii) renforcer les capacités des entreprises pour en faire des championnes nationales.

Les animateurs resteront les membres du Cercle de Réflexion Economique du GICAM (CREG) (universitaires et chefs d'entreprise), les partenaires de l'Administration, des institutions de développement, les experts de divers horizons et les patronats partenaires. Ces conférences devraient connaître la participation d'au moins 200 chefs et cadres d'entreprise et de responsables d'administrations publiques.

Les principales innovations consisteront en la mise en avant de champions nationaux et capitaines d'industrie, la préparation d'un mémorandum pour la construction de champions nationaux et un plus grand accent sur l'interactivité grâce aux TIC.

• Guichet « Initiative-Jeunes »

Ce Guichet vise un triple objectif : (i) susciter une vocation de créateur d'entreprise chez les jeunes de moins de 35 ans ; (ii) mettre en œuvre le Centre d'Incubation et d'Innovation (C2I) du GICAM ; (iii) structurer la relation banques-chefs d'entreprise-jeunes créateurs. Le Guichet devrait aboutir à la sélection de 10 projets qui bénéficieront d'un accompagnement pour leurs financement et mise en route.

Les secteurs visés sont l'agriculture, les industries agroalimentaires, les autres industries manufacturières, les Technologies de l'Information et de la Communication et les projets environnementaux.

• Soirée de gala

La soirée de gala marquera l'apothéose de ce double évènement. Il s'agira d'un moment de réjouissance, un temps fort où top management, cadres et autres collaborateurs se retrouveront pour célébrer l'entreprise et la réussite entrepreneuriale. Elle se déroulera, comme en 2013, au Castel Hall avec, en guise d'animation, des prestations d'humoristes, pianistes/orchestre, artistes de renom, un défilé de mode, des danses traditionnelles et modernes et une levée de fonds pour les victimes de la crise sécuritaire dans l'Extrême-Nord.

La soirée de gala servira également de cadre pour la remise de récompenses pour les meilleur stand du salon, meilleur artisan, meilleure PME, vainqueur tournoi de football et lauréats du Guichet « Initiatives — Jeunes ».

Projet d'immatriculation des membres

Cette initiative vise plusieurs objectifs: (i) conférer aux entreprises membres un identifiant symbolisant leur appartenance au GICAM, qu'elles pourront utiliser, si elles le souhaitent, sur leurs supports de communication (papier entête, cartes de visite etc.); (ii) permettre une gestion optimale du fichier des adhérents; (iii) faire bénéficier aux adhérents de certains avantages préalablement négociés avec nos partenaires (accès aux salons VIP dans nos aéroports, remises accordées pour l'achat des billets d'avion dans des compagnies aériennes, réduction sur les achats effectués dans certains magasins, etc.).

Les codes d'immatriculation envisagés seront des codes alphanumériques à 16 caractères, au travers desquels seront renseignés le statut, le secteur, le sous-secteur, la date d'adhésion et le numéro d'identifiant de chaque adhérent du Groupement. Les propositions de codage sont les suivantes :

- Statut = {Entreprise = STE ; Association = ASS} sur 3 caractères
- Secteur = {Primaire = PRI ; Secondaire = SEC ; Tertiaire | = TE1; Tertiaire || = TE2} sur 3 caractères
- Sous-secteur = {Agro-Industrie = AGRO ; Assurance = ASSUR; Banque = BQUE ; BTP = BTP0; etc.} sur 4 caractères
- Date d'adhésion sur 2 caractères (pour une entreprise qui aurait adhéré en 1980, on retiendra juste les deux derniers chiffres: 80)
- Numéro identifiant: (sur 4 caractères : 0001, 0002, 0003, etc.)

Une entreprise du primaire appartenant au sous-secteur agro industrie ayant adhéré en 1980 serait ainsi immatriculée :

Perte de qualité de membres d'entreprises et organisations

ou d'adopter des comportements portant préjudice au GICAM.

L'assemblée générale est tenue informée de toutes les radiations.

C'est donc en vertu de cette dernière disposition que l'assemblée générale a été informée de la perte de leur qualité de membre de certaines entreprises et groupements professionnels. Cette démarche de constatation initiée par le Conseil exécutif participe du processus d'assainissement du fichier des membres en vue d'un meilleur suivi des services à eux destinés et d'une amélioration des états comptables du Groupement

A ce titre, il est relevé qu'en 2012, une provision d'un montant total de 92.154.100 FCFA a dû être constituée pour l'ensemble des adhérents en cessation de paiement dont l'issue de recouvrement n'était plus certaine. Ces provisions ont, par la suite, simplement été passées en perte, contribuant ainsi à altérer la cohérence des comptes. Les entreprises et organisations concernées sont, pour certaines, officiellement démissionnaires ; d'autres sont en cessation d'activité. Pour le reste, leur radiation a été prononcée par le Conseil exécutif pour défaut de paiement des cotisations.

- I ACCENT 2 - ACE AUDIT
- 3- ADC
- 4- ADS
- 5- AFC
- 6- AFEC
- 7- AGROCOM
- 8- AIGLE VOYAGE
- 9- ALAN
- 10- ALL PRO
- II- CEAI
- 12- CIBLE
- 13- COLINA CITOYENNE
- 14- COMPLEX BI
- 15- CONFORME
- 16- COPEM

- 33- SOCAT
- 34- SPECTRUM
- 35- SPFS
- 36- SYNERGIE APAC
- 37-TMRT
- 38-TRADEX
- 39- USPAC
- 40- CONNECTO
- 41-BULL
- 42- GPP
- 43- SCDM
- 44- SODEXHO
- 45-VOSTOK

Cette rubrique a également été ponctuée par l'exposé de M. Philippe Ngathe Kom sur le projet de création des centres de formation professionnelle sectoriels (CFPS) que co-pilotent le GICAM et le MINEFOP.

Depuis octobre 2012, le Groupement Inter-Patronal du Cameroun s'est engagé aux cotés du MINEFOP dans le projet de construction de deux (02) centres de formation professionnelle sectoriels (CFPS) pour la formation d'ouvriers qualifiés et de techniciens spécialisés dans trois secteurs porteurs de notre économie : Maintenance industrielle, Transport/logistique et Agro-industrie.

Ce projet bénéficie d'un précieux concours de l'Agence Française de Développement (AFD) dans le cadre du deuxième Contrat de désendettement et de développement (C2D), à hauteur de 15.000.000 millions d'euros, soit 9.839.355.000 de FCFA. Une convention d'affectation CCM 1277 01 P entre la République du Cameroun et l'Agence Française de Développement (AFD) a pour ce faire, été signée le 19 décembre 2014.

Le GICAM a notamment été impliqué dans l'identification des trois secteurs identifiés comme secteurs prioritaires dans lesquels des besoins en compétences sont manifestes et appelés à évoluer à la hausse. M. Ngathe Kom a également précisé que le

Statu	t	S	ecteu	ır	S	ous-s	ecteu	ır		née iésion	Nui	méro	d'or	dre
_	_	D	_		_		_	0	_	_	_	_	_	

L'article 8 des Statuts de notre Groupement dispose ce qu'il suit :

- I. La qualité de membre du GICAM se perd par :
- la dissolution, l'absorption, ou la mise en liquidation judiciaire de l'entreprise ou du groupement professionnel ;
- la cessation d'activité, l'interdiction, la démission, la radiation prononcée par le Conseil exécutif :
- le manquement aux règles de bonne conduite, notamment le défaut de paiement des cotisations, en dépit des relances dûment notifiées ou le fait d'exercer des actes.

- 17- CRYSTAL
- 18- DMT
- 19- ENELCAM 20- FIDIT
- 21- GFBC
- 22- HORIZON
- 23- INTERVO
- 24- KNOWHOW 25- MARKIM
- 26- PASTEL
- 27- PAVILLON
- 28- PRESTIGE
- 29- PRIMPAC
- 30- SATELLITE 31- SCTC
- 32-SMALTO

Groupement avait également participé à l'identification des sites devant accueillir les deux CFPS. Le premier CFPS sera ainsi localisé à Edéa (lieudit Ntoumba) sur un site de neuf (09) hectares et formera dans les métiers de la maintenance industrielle et du transport/logistique. Le deuxième CFPS sera construit à Douala au quartier Yatchika-Yassa, dans l'arrondissement de Douala 3ème sur un site de quatre (04) hectares pour la formation dans les métiers de l'agro-industrie

Chaque centre proposera trois (03) types de prestation, à savoir : (i) des formations initiales en mode alternance aux jeunes; (ii)

des formations continues sur demande des entreprises et ; (iii) des prestations diverses aux entreprises au sein d'un « Centre de ressources » intégré dans le CFPS.

La mise en place de ces CFPS inaugure au Cameroun une nouvelle approche de la formation professionnelle basée sur une implication substantielle des entreprises dans le montage de projet, le management des centres et leur supervision, de manière à en faire de véritables outils au service de leur développement. Les CFPS seront ainsi construits sur des ressources publiques et leur gestion transférée au secteur privé dans le cadre d'un groupement d'intérêt public (GIP). Ceci est l'une des principales clauses des protocoles de partenariat signés entre le GICAM et le MINEFOP.

M. Ngathe Kom s'est quelque peu attardé sur les avancées déjà enregistrées, notamment la sécurisation des ressources foncières et le montage des modèles économiques. Le montage des dossiers d'appels d'offre est en cours pour les études architecturales et d'évaluation d'impact social et environnemental.

Il a surtout souligné l'importance d'une implication plus étroite des entreprises dès cette phase pour assurer la pérennité des CFPS et garantir leur efficacité en tant qu'outil à leur service. Il est attendu d'elles une participation à l'élaboration des parcours de formation, au montage des mécanismes de gouvernance des CFPS et à la conception générale de ce projet. A ce sujet, l'orateur a salue le recrutement récent, par le GICAM, d'un conseiller en formation et a invité les entreprises à lui réserver un chaleureux accueil lors de ses activités de prospection.

Les centres sont prévus pour être opérationnels dès la rentrée académique 2018-2019.

Communication spéciale du représentant du MINRESI

Au nom de Mme Madeleine Tchuinte, ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation, empêchée, M. Noël Iroume, inspecteur général au ministère concerné a livré une allocution – plaidoyer pour le développement du partenariat public/privé dans la promotion de la recherche et de l'innovation. Après avoir remercié le GICAM pour l'honneur fait au MINRESI, il a décliné les différents projets de promotion de la re-

cherche scientifique et de valorisation des innovations qui en résultent.

L'on retiendra de son intervention que le Gouvernement déploie des efforts inlassables afin de faire de la recherche scientifique et de l'innovation, de principaux leviers du développement de notre pays. De nombreuses initiatives ont été engagées pour renforcer le Système National de Recherche et d'Innovation (SNRI), dans la perspective de placer ces deux domaines au cœur du débat national et de mettre résolument la science, la technologie et l'innovation au service du développement durable du Cameroun.



Il s'agit notamment de l'instauration, depuis 2007, des Journées d'excellence de la recherche scientifique et de l'innovation au Cameroun (JERSIC), de l'octroi des prix spécifiques à des chercheurs qui se sont distingués par la qualité des résultats issus de leurs travaux, de l'institution des Journées portes ouvertes dans les instituts de recherche, de l'organisation à la veille de chaque campagne agricole, des Journées de promotion des semences améliorées de base, de la mise en place du portail électronique du SNRI, de la valorisation des résultats de la recherche, de l'instauration des Champs Ecoles Paysans, de la mise en place en cours des Unités de transfert des technologies et des innovations (UTTI) dans les Centres régionaux de la recherche et de l'innovation, du renouvellement et du renforcement des ressources humaines, de la restructuration des programmes de recherche et de réhabilitation des infrastructures et la mise à niveau des laboratoires dans le cadre de contrats plan. Convaincu que la valorisation des résultats de la recherche scientifique et des innovations technologiques passe par un partenariat solide entre le système national de

recherche et les entreprises, le MINRESI a inscrit en bonne place dans le programme de la 5èmes édition des JERSIC un dialogue dont l'objectif était le renforcement de la collaboration Recherche-Entreprises. Ce dialogue a débouché sur d'importantes résolutions dont la mise en place d'un cadre de concertation permanent entre le secteur privé et le Système National de Recherche et d'Innovation et l'engagement des entreprises à accompagner la mise en place d'un mécanisme spécifique de financement de la recherche.

Il a conclu son propos en soulignant l'importance accordée par le MINRESI au rapprochement entre la recherche et les entreprises, fondé sur l'accompagnement de l'utilisation des résultats de la recherche par les entreprises dans le processus « de création de richesse et des emplois ».

Interventions des invités spéciaux et signature de la convention GICAM – ENAM

Dans cette dernière rubrique, le Rev. Dieudonné Massi Gams, président de la Commission nationale anti-corruption (CONAC) et M. Linus Toussaint Mendjana, directeur général de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature se sont succédé au pupitre, l'un pour présenter les dernières initiatives de la CONAC de lutte contre la corruption et l'autre pour préciser les motivations qui sous-tendent la signature d'une convention entre l'ENAM et le GICAM.



Communiquer sur

www.legicam.cm, c'est être ouvert sur le monde!

Franklin NJIE NGONI

«AGRICULTURE IN CAMEROON IS ESSEN-TIALLY TRADITIONAL MANUAL WORK»

Mr Franklin Njie Ngoni , General Manager of CDC, at the 121th session of the general assembly of GICAM, explained his peers the importance of supporting the agricultural sector in Cameroon.



Blessed with fertile land and regularity abundant rainfall in most regions, Cameroon produces a large variety of crops both for export and domestic consumption. Apart from some few mechanized exploitations, agriculture in Cameroon is essentially traditional manual work resulting in small/reduced cultivated areas and low yields.

Before 1978 when oil production replaced it as the cornerstone of growth for the formal economy, agriculture was the main source of growth and foreign exchange. The secondary (industry) and the tertiary (services) sectors now contribute more than 30% and 48% respectively to the Gross Domestic Product. But agriculture with its 20% contribution to the GDP remains the backbone of Cameroon's economy, employing about 70% of the workforce.

Cameroon is strategically located and endowed with what is required to be the bread basket of a 200 million persons market. Our agriculture has to be transformed from one of subsistence and low productivity to a commercially-oriented agriculture with competitive value chains stretching from production, storage, processing, and preservation to promotion and distribution of agricultural products. There is need to modernize to increase

productivity and cause the emergence of

"second generation" production units; that is large and medium sized companies. In fact, the development of other sectors depends to a large extend on the development of the agricultural sector. I like this example that is a very related to CDC. The development of Malaysian economy from its oil and primary commodity base to the newly industrialized market economy of today (electro-mechanical engineering) has its roots on the development of the palm oil industry.

To achieve this goal there is a strong need to address some pertinent issues, amongst which are the following:

- The institutional framework organizing the agricultural sector needs to be examined and adapted:
- The agricultural calendar is dictated by Mother Nature which is becoming very erratic with the climate change. Existing tender procedures cannot be accommodated;
- Fiscal issues like the recent illegal importation of subsidized vegetable oils that almost destroyed the palm oil sub-sector.
- Land tenure issues including securing of farmlands and even the produce.
- Adapted and appropriate credit facilities should be made accessible to farmers and other players in the sector (Farmer's bank).
- Access to agricultural inputs and materials of good quality require to be facilitated
- Need for improved coordination of various programs and between various support structures (PIDMA, PACA ...) as well as a strategy to ensure their durability beyond the timeframe of a partnership with whatever donor.
- Maintenance of farm to market to market roads and roads within the farms. Need for a structure that federates all capacities (roads, water, electricity, absence of irrigation in early 2015 will cost 2 billion housing).
- It is true that the state budget is already over-burdened providing subsidies for electricity, food and fuel but there remains a strong necessity for a mechanism to mitigate the effect of falling commodity prices.



Pour une Justice au Service de l'Entreprise



Pourquoi choisir le Centre d'Arbitrage du GICAM?

- SIMPLICITE DU MODE DE SAISINE DU CAG
 - LIBRE CHOIX DES ARBITRES
 - COÛTS MAÎTRISES
- INDEPENDANCE, NEUTRALITE ET PROFESSIONALISME DES ARBITRES ET DU CAG

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

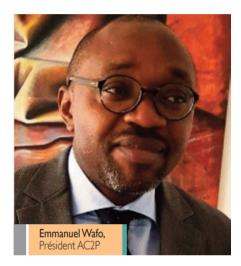
B.P. 829 Douala - Cameroun Tél: (237) 233 42 31 41 / 233 42 64 99 Fax: (237) 233 43 38 80 E-mail: gicam@legicam.org

Site web: www.legicam.cm

Emmanuel WAFO

«LES ENTREPRISES SUFFOQUENT SOUS LE POIDS DE LA RÉGLEMENTATION»

Le président de l'Association Camerounaise des Professionnels de la Plasturgie (AC2P) a présenté l'état des lieux du secteur industriel et particulièrement de la plasturgie. Il faut dire que ce secteur est particulièrement marqué par la nouvelle réglementation qui ne facilite pas les affaires aux entreprises locales.



D'après le DSCE, stratégie de l'industrie élaborée et le Plan directeur d'industrialisation, le Cameroun s'est fixé pour mission de faire partie des nouveaux pays industrialisés à l'horizon 2035.

Pour y parvenir, il devra:

- atteindre 23 à 24% du PIB pour la valeur ajoutée manufacturière ;
- intensifier les investissements dans les infrastructures et les secteurs productifs.

Cependant, force est de constater que pour l'année 2015, le PIB qui devrait être à 6%, n'en est qu'à 5,7%.

Dans le classement du « Doing Business », nous sommes passés de la 168^{ème} position à la 172^{ème} sur 189.

L'insuffisance, dans notre économie, d'un tissu de PME exportatrices performantes capables d'engranger des parts du marché extérieur, contribue fortement au déficit de notre balance commerciale.

Toutes ces faiblesses sont dues, entre autres, à l'absence de réelles mesures d'accompagnement de l'industrie locale. La filière plastique n'est pas épargnée.

Il faut savoir que le secteur de la plasturgie au Cameroun a 43 ans. Les industries-mères ont commencé par le PVC, puis dans la production d'emballages plastiques de toutes sortes.

Ce secteur s'est aujourd'hui diversifié et offre de nombreuses spécialités telles que : le PET, le PPR, le complexage des films plastiques, la fabrication de gaines annelées, etc.

Au-delà de ces activités novatrices, la filière plastique c'est également une ressource

dans des secteurs tels que :

• le bâtiment

La fabrication d'éléments en matières plastiques (tuyaux, des seaux maçons, des boîtiers électriques, des gaines annelées, des réservoirs et citernes ou encore des constructions préfabriquées, etc.;

• l'agriculture

Emballages pour le conditionnement des produits vivriers (maïs, riz, sucre), sachets pépinières, housses de protection des champs de banane/plantain;

• l'agroalimentaire

Cette catégorie regroupe tous les intervenants du secteur agro-alimentaire (les industries brassicoles, production d'oléagineux, producteurs d'eau minérale, etc.);

• l'emballage

Les sacs, les sachets de caisse, les housses et films de conditionnement.

C'est cette branche qui paie le lourd tribut de la nouvelle réglementation. Nous y reviendrons.

Etat des lieux

2013 est une année particulière : les importations étaient de 44.000 tonnes pour 10,5 milliards de FCFA de taxes reversées. En 2014, suite à l'entrée en vigueur de la loi sur l'importation, la production et la distribution des emballages plastiques, le montant des taxes est passé à 4,8 milliards de FCFA, soit une perte de 5,7 milliards de FCFA.

Notons également une baisse des importations de 38% entre 2013 et 2015.

Aujourd'hui, nous faisons un constat accablant: les décisions prises à l'encontre de l'industrie locale, notamment celle du secteur de la plasturgie, ne cadrent pas ou peu avec la vision d'émergence en 2035.

Depuis 2014 et l'application de la loi sur les emballages, les entreprises suffoquent sous le poids de la réglementation.

Une grande partie d'entre elles se sont regroupées au sein de l'AC2P pour porter d'une seule et même voix leur frustration devant les pouvoirs publics. Des avancées ont été enregistrées depuis la mise en marche de notre association, au travers de :

- l'obtention de permis environnementaux ;
- l'entretien des pourparlers avec les pou-

voirs publics;

• la participation à l'élaboration des normes du secteur de la plasturgie.

La situation reste tout de même désastreuse. Plusieurs sollicitations restent encore sans écho; certaines, par contre, ont fait l'objet de promesses qui tardent à se réaliser.

Si nous saluons l'initiative gouvernementale en faveur de la protection de l'environnement, les entreprises du secteur décrient bon nombre de faits qui affligent plus qu'ils n'encadrent le tissu industriel.

Freins identifiés par notre association

- plusieurs tutelles avec des visions contradictoires ;
- plusieurs permis environnementaux exigés pour une même entreprise. Coût moyen : de 2,000,000 à 10,000,000 de FCFA ;
- certificats d'audits environnementaux (de 15 000 000 à 20,000,000 de FCFA);
- contrôles intempestifs et excessifs ;
- recrudescence des importations frauduleuses du Nigéria et légales provenant de la Chine et de la Côte d'Ivoire ;
- importations formelles de certains grands groupes du secteur agricole (banane, hévéa);
- l'absence de normes en matières plastiques ;
- la hausse du prix des matières premières.

Propositions

- un besoin d'accompagnement de l'Etat à travers des incitations fiscalo-douanières ;
- la densification des contrôles dans les marchés et foyers de distribution des emballages non conformes ;
- la mise en place d'un projet de collecte nationale des déchets plastiques ;
- la relecture des différents textes environnemental x
- la définition de la notion de biodégradabilité;
- le renforcement des contrôles d'emballages plastiques à l'entrée des frontières ;
- la révision des tarifs douaniers en vue de protéger l'industrie locale ;
- l'obtention des subventions des pouvoirs publics dans le cadre des activités liées à la collecte des emballages plastiques ;
- la protection de l'industrie par le moyen des barrières tarifaires et non tarifaires :
- droits d'accises sur des importations concurrentes :
- contingentement des importations.

Conclusion

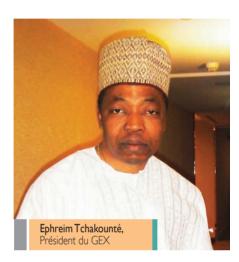
Le plastique est partout et s'utilise dans tous les pays, plus encore dans les pays industrialisés. Nous ne pouvons nous en passer, de par ses propriétés barrières : légèreté, élasticité, résistance, réutilisabilité, et, surtout, économie, etc. Le plastique est un matériau essentiel au développement de nos pays. Il est indispensable pour développer d'autres secteurs de notre économie.

Quand on nous dit qu'il n'y aura plus de plastique d'ici quelques décennies (...), c'est sans compter sur les découvertes à venir, le recyclage, les solutions alternatives. Demain, notre brosse à dents, notre téléphone, notre clavier d'ordinateur ne sera ni en bois, ni en granit, mais sera toujours en plastique.

Ephreim TCHAKOUNTE

«LES SECTEURS CACAO ET CAFÉ REPRÉSENTENT ENVIRON 3% DU PIB NATIONAL»

Le président du GEX a présenté à l'assemblée générale du GICAM la conjoncture du secteur du cacao et du café, qui est marquée à la fois par une augmentation de la pression fiscale et la saturation observée au Port de Douala.



Notre perception de l'évolution de nos activités au cours de l'exercice 2015, en vous entretenant sur la situation, les contraintes et les perspectives telles que nous les avons perçues dans notre secteur d'activité, au cours de cet exercice qui s'achève.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, permetteznous de vous présenter très sommairement les secteurs caco et café.

Les secteurs cacao et café représentent actuellement environ 3% du PIB national et 15% du secteur primaire.

Ils sont organisés en filières et constituent des chaînes de valeur qui regroupent des acteurs opérant dans des domaines d'activité variés, partant des producteurs aux consommateurs. Les exportateurs sont un maillon de la chaîne de commercialisation.

Nous nous focaliserons sur la commercialisa-

Les secteurs cacao et café fonctionnent en termes de campagnes. Celles-ci chevauchent deux (02) exercices.

Le contexte dans lequel les filières cacao et café évoluent depuis le début de l'année 2015 est marqué par l'adoption, par le Gouvernement, le 30 septembre 2014, d'un ambitieux plan de relance et de développement desdites filières à l'horizon 2020. L'un des objectifs majeurs de ce plan est l'atteinte d'une production annuelle de :

- 600.000 tonnes pour cacao ;
- 125.000 tonnes pour le café robusta ;
- 35.000 tonnes pour le café arabica.

Situation

De manière globale, il ressort des statistiques communiquées par l'ONCC que le volume des exportations de cacao de la campagne 2014/2015 qui s'est achevée le 15 juillet 2015 a augmenté de 11,86% par rapport à la campagne 2013/2014, se situant à 198 129 tonnes.

Les cours

Les cours du cacao sur le marché international sont restés à des niveaux satisfaisants tout au long de la campagne, avec une nette augmentation dès le mois d'avril 2015, oscillant entre 2 868,27 \$ / tonne et 3 347,07 \$ / tonne.

Toutefois, on observe depuis quelques années maintenant une certaine perte de confiance du marché international vis-à-vis de notre origine. Cette méfiance s'est une fois de plus matérialisée tout au long de l'année 2015, à travers l'application de différentiels négatifs sur les prix fixés par les marchés de Londres ou de New-York, au cacao et au café du Cameroun.

Pour notre part, plusieurs facteurs en sont la cause. Ce sont, entre autres :

- la qualité de la communication qui est faite sur l'origine ;
- la multiplicité et la fiabilité des sources d'information ;
- la résurgence et/ou la persistance, au plan national, de certains dysfonctionnements entravant la bonne exécution des opérations de commercialisation;
- les comportements déviants de certains opérateurs et intervenants de filières.

Au plan national, les prix payés aux producteurs de cacao ont connu une évolution à la hausse par rapport à la campagne précédente.

La fiscalité et la parafiscalité

La forte augmentation de la parafiscalité décidée en novembre 2014, à laquelle s'est ajoutée le relèvement du taux de l'acompte mensuel d'impôt sur les sociétés et du minimum de perception de l'impôt sur les sociétés, ont fortement accru les tensions de trésorerie des sociétés exportatrices de cacao et de café au cours de l'année 2015.

La situation au Port de Douala

Depuis le début de l'année 2015, l'on a relevé une légère amélioration de la situation au Port de Douala, notamment en fin de campagne cacaoyère.

La nouvelle régulation des entrées de conteneurs au terminal DIT, en fonction des dates d'arrivée des navires, à travers l'instauration de fenêtres d'entrée des conteneurs, contraint désormais les exportateurs à recourir à des parcs tampons. Ce qui pose, à certains moments, des problèmes d'ordre logistique et financier.

Contraintes

Les contraintes du secteur de la commercialisation du cacao et du café, au cours de l'année 2015, ont été de divers ordres.

La principale contrainte est d'ordre technique. Elle découle de la faiblesse de la productivité, due entre autres, au vieillissement des planteurs et des plantations.

La deuxième contrainte est d'ordre financier. Elle est liée à la difficulté de mobilisation des financements auprès des banques locales.

Relevons également une multiplicité de tracasseries administratives auxquelles sont confrontés les exportateurs au quotidien, partant du bord champ à la mise à FOB.

Perspectives

Les perspectives pour la commercialisation du cacao et du café du Cameroun doivent s'analyser à travers le prisme des projections de production, des exigences du marché international et de l'environnement des affaires au plan national.

Projection de production

La direction nationale de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), dans ses prévisions de croissance en zone CEMAC pour l'année 2016, envisage une réduction de la production cacaoyère dans le pays d'environ 20,000 tonnes pour la campagne 2015/2016. Le repos végétatif des cacaoyères, qui survient tous les 5 ans, serait à l'origine de cette prévision.

Quant à la production caféière, elle ne devrait pas connaître d'évolution significative.

Exigences du marché international

L'Union Européenne, qui représente le principal débouché de cacao et du café camerounais, a introduit une nouvelle exigence qui est celle de la certification de ces cultures à l'horizon 2020. Il revient, dès lors, aux opérateurs des filières cacao et café de s'arrimer au processus de certification avant cette échéance.

Environnement des affaires au plan national

L'environnement de la commercialisation du cacao et du café est particulièrement marqué par l'accentuation des tracasseries de tous ordres :

- l'immixtion abusive de certaines autorités administratives dans la commercialisation du cacao et du café;
- l'instauration et la prolifération, dans certaines communes, de diverses taxes sur le cacao;
- la récurrence des entraves au transport des produits.

A cela, s'ajoute une inflation de la fiscalité et de la parafiscalité, couplée à l'application de différentiels négatifs sur les prix fixés par les marchés de Londres ou de New-York, au cacao et au café du Cameroun.

Tout ceci laisse augurer d'un avenir préoccupant pour les filières cacao et café.

Alphonse NAFACK

«DE NOMBREUX DEFIS RESTENT A RELEVER»



A la fin de l'année 2015, le secteur bancaire au Cameroun est animé par 14 banques. Trois banques (Afriland First Bank, Société générale Cameroun, BICEC) dominent le marché avec 53,9% du volume des crédits et 50,2% des dépôts. SNI, Campost, Crédit foncier du Cameroun, Campost, SRC pour le secteur public et Alios Finance, Pro-PME, Africa Leasing et SCE pour le secteur privé complètent ce tableau.

L'un des principaux challenges relevé par les banques est celui de la proximité avec la clientèle. Cet effort a porté l'ensemble du réseau bancaire à 264 agences et plus de 450 guichets automatiques à ce jour. Le réseau reste en constante expansion. Toutefois, on note une répartition inégale de ce réseau. Les régions Littoral et Centre représentent 62% du nombre total d'agences ouvertes. Suivent les régions de l'Ouest et du Sud-Ouest qui représentent respectivement 7% et 9.8% des agences. Les six autres régions cumulent 21,3%.

Le développement et la densification du réseau d'agences et de guichets automatiques a contribué à conduire le taux de bancarisation à près de 20% qui représentent un peu plus de 2.8 millions de comptes bancaires répartis entre les banques (1.8 millions) et les établissements de microfinance (1 million).

L'introduction sur le marché de nouveaux produits qui répondent mieux aux besoins des consommateurs (finance islamique, services financiers via mobile) complète le tableau de facteurs ayant soutenu la croissance du secteur bancaire et favoriser un accroissement A la revue du marché bancaire au Cameroun, les avancées sont remarquables et encourageantes. Toutefois, les challenges demeurent nombreux, notamment sur les aspects relatifs à l'inclusion financière et à l'augmentation du taux de bancarisation qui sont une opportunité pour la réduction de la pauvreté, le développement et la consolidation du marché bancaire et partant de l'économie nationale.

de la collecte de l'épargne.

Ainsi, les banques opérationnelles ont mobilisé, au cours de l'année qui s'achève, plus de 3 434 milliards de FCFA de ressources, ce qui représente une hausse de 7,2% par rapport à l'exercice précédent. Ces ressources se répartissent ainsi : 80,4% pour les comptes créditeurs à vue, 12,5% pour les comptes de dépôt à terme et 7,1% pour les comptes de dépôt à régime spécial.

Durant la même période, les banques ont contribué au financement de l'économie nationale à hauteur de 3.023 milliards de FCFA soit une croissance de 14% par rapport à l'exercice précédent. Il faut noter que la plupart des financements ayant été mobilisés au compte des grandes entreprises se répartissent ainsi:crédits à cout terme:36,42%; crédits à moyen terme:35,15%; crédits à long terme:1,33%.

Défis et perspectives

Si l'on dénote une amélioration significative de l'environnement bancaire au Cameroun, de nombreux défis restent à relever. Au moins 4 chantiers me semblent importants à relever dans les années à venir : l'amélioration du taux de bancarisation, l'amélioration de l'accès au financement, l'adaptation continue du cadre réglementaire et législatif aux évolutions du marché, l'amélioration du volume et de la qualité de l'épargne.

L'amélioration du taux de bancarisation

Au Cameroun, le secteur bancaire représente plus de 80% des actifs ; il est donc la partie la plus développée du secteur financier. Toutefois, la bancarisation reste encore relativement faible. Les taux bas sont des obstacles à l'amélioration et à la stabilisation de la croissance économique. La bancarisation de masse reste un objectif cardinal pour l'amélioration de l'environnement économique global.

L'amélioration de l'accès au financement

L'accès au financement représente une des principales contraintes rencontrées par les PME. Trois raisons principales poussent parfois les banques à éviter ces contreparties: un coût du risque surévalué, des coûts élevés des transactions et une sécurisation des crédits insuffisante. Le développement des PME semble en grande partie dépendre de la capacité des acteurs privés à développer des systèmes financiers plus adaptés.

L'adaptation continue du cadre réglementaire et législatif aux évolutions du marché Une révision et une adaptation continue des normes prudentielles pourraient accroitre la capacité de financement des établissements bancaires ce qui aurait pour corollaire une meilleure implication dans l'activité économique.

L'amélioration du volume et de la qualité de l'épargne

De nombreuses études démontrent qu'un taux d'épargne élevé favorise un développement économique soutenu, à condition que cette épargne soit transformée en investissement productif. Cet apport au dynamisme économique local, à la baisse de la pauvreté et à l'augmentation de la richesse, amène la communauté elle même à être plus prospère et à se constituer un patrimoine

Les pistes d'amélioration de l'environnement bancaire et, partant, de l'environnement économique global au Cameroun sont nombreuses. A mon avis, quelques-unes des moins complexes sont : le développement de l'Internet et des nouvelles technologies, La réduction de l'endettement de l'Etat par le développement des partenariat Public/Privé, le développement du marché boursier, le développement d'outils de financement alternatifs et l'innovation.

Le développement de l'Internet et des nouvelles technologies

Ainsi, en termes de perspectives, il apparaît clairement que le développement et l'évolution des technologies et de l'Internet ouvrent de nouvelles perspectives pour le secteur bancaire avec le développement de nouvelles activités telles que le e-commerce, les paiements en ligne et les paiements mobiles...).

Le partenariat Public/Privé pour réduire la dette de l'Etat

La réduction de l'endettement de l'Etat par le développement de partenariat public/privé (PPP) se présente également comme une alternative crédible au développement du secteur bancaire et de l'économie nationale. L'Etat pourrait, à juste titre, s'appuyer sur cette approche pour mobiliser ses ressources sur des projets structurants et accélérer son équipement en infrastructures.

Développement du marché boursier

Le développement du marché boursier véritable catalyse de la mobilisation de l'épargne au service de l'investissement et de la croissance est une piste crédible d'amélioration de l'environnement bancaire au Cameroun.

Outils de financement alternatifs et innovation

Le développement d'outils de financement alternatifs avec l'entrée sur le marché de sociétés d'affacturage, de capital-risque et de leasing pourrait contribuer à renforcer le dynamisme du secteur bancaire à travers l'octroi de crédits spécifiques aux petites et moyennes entreprises pour le financement du haut de bilan.

L'innovation

Cette palette serait complétée par l'innovation, à travers l'introduction de produits qui

répondent aux besoins des clients tels que la finance islamique, l'épargne pélérinage...

Conclusion

A la revue du marché bancaire au Cameroun, les avancées sont remarquables et encourageantes. Toutefois, les challenges demeurent nombreux, notamment sur les aspects relatifs à l'inclusion financière et à l'augmentation du taux de bancarisation qui sont une opportunité pour la réduction de la pauvreté, le développement et la consolidation du marché bancaire et partant de l'économie nationale.

Toutefois, une adaptation continue du cadre réglementaire et législatif est nécessaire pour donner force au potentiel du marché existant.



DOUALA : Adresse : Bonanjo, Vallée de Ministres BP 829. Email : gicam@legicam.org • Tél : (+237) 233 42 31 41/ 233 42 64 99 Fax : (+237) 233 42 38 80

YAOUNDE : Adresse : Hippodrome, BP 1134. Email : gicam@legicam.org • Tél : (+237) 222 23 12 24 / 222 23 12 25 Fax : (+237) 222 23 12 26

SALLE DE CONFÉRENCE

Pour vos AG, Séminaires, Forums, Conférences de presse, etc. dans un cadre agréable et équipé, un site idéal pour rencontrer vos interlocuteurs!

Capacité: 170 places / 250 places modulées*.

Spécificité: cabine de sonorisation, micros fixes et mobiles, pupitre, climatisation, mezzanine, espaces de communication interne (banderoles, oriflammes...), site pour secrétariat, reprographie, possibilité de connexion internet...





SALLE DE CONSEIL

Pour vos Conseils d'administration, Assemblées générales et Réunions diverses à auditoire réduit.

Capacité: 20 places / 30 places modulées*.

Spécificité: environnement moderne, travail en toute quiétude, possibilité de connexion internet.

Mise en place spécifique



SALLE DE FORMATION

Pour vos ateliers, vos formations et vos suivis des travaux. Capacité: 15 places / 20 places modulées*.

Spécificité: environnement simple, possibilité de connexion internet.



CLUB HOUSE

Bar anglais pour recevoir, discuter et travailler en toute discrétion, style moderne, boissons disponibles (apéritifs, liqueurs, jus, vins, champagne), possibilité de manger sur place (commande nécessaire), adhésion et fréquentation sur carte prépayée.

Coût : carte prépayée (montant au choix) Formalités d'adhésion : acquisition de la carte. Contrainte : prise indispensable de RDV.







ROSENUM: (+23793 50 57



Pour vos expositions, vos foires et vos journées dédiées...

Spécificité: environnement sécurisé.

PRÉAU

Espace couplé aux salles pour les services de catering.



Hautement sécurisé, service de gardiennage professionnel nuit et jour.

Roger Noël IROUME

«PLACER LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE CAMEROUNAISE AU CŒUR DU DEBAT NATIONAL»



Monsieur le Président du Groupement Inter-Patronal du Cameroun (GICAM),

Distingués opérateurs économiques et invités en vos rangs, qualités et grades respectifs, Mesdames et Messieurs,

Je suis appelé à prendre la parole devant vous ce jour, au nom de Dr Madeleine Tchuinte, ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation, invitée spéciale du président du GICAM.

Monsieur le Président du GICAM,

En répondant favorablement à votre invitation à participer à l'assemblée générale ordinaire de votre organisation, Madame le ministre a souhaitée également y prendre part personnellement. En raison des contraintes de calendrier, elle m'a demandé de le faire en ses lieux et place. Et c'est l'occasion ici pour moi de lui témoigner ma reconnaissance et ma gratitude pour la confiance qu'elle porte ainsi à ma modeste personne.

Au nom du ministre, je vous remercie pour l'honneur fait au MINRESI de prendre la parole ce jour, à Douala, à ces importantes assises et d'y délivrer un exposé, comme vous l'avez souhaité, sur les différents projets de promotion de la recherche scientifique et de valorisation des innovations qui en résultent dans notre pays.

Qu'il me soit permis également de vous adressez nos vives et chaleureuses félicitations pour les nombreuses actions que votre organisation mène pour l'essor économique du Cameroun, ainsi que celles en faveur de la consolidation du partenariat public-privé en vue de son développement harmonieux et durable.

La 121ème assemblée générale du GICAM a été l'occasion pour le représentant du MINRESI de présenter les différents projets de promotion de la recherche scientifique et de valorisation des innovations qui en résultent.

Mesdames et Messieurs,

Depuis quelques années, le Gouvernement de la République déploie des efforts inlassables à l'effet de faire de la recherche scientifique et de l'innovation, l'un des principaux leviers du développement de notre pays. Dans cette perspective, toutes les actions menées ont pour but de permettre à la science et à la technologie de jouer pleinement leur rôle dans le cadre de la mise en œuvre des Grandes Réalisations, socle du programme politique de son Excellence Paul Biya pour le septennat en cours, gage de l'émergence du Cameroun à l'horizon 2035. Comme disait le Président de la République lui-même, dans son discours lors du Comice Agropastoral d'Ebolowa en 2011: «il nous faudra ... tirer partie du progrès scientifique».

Par ailleurs, lors de la cérémonie de présentation des vœux au MINRESI en janvier 2013, Madame le Ministre de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, Dr. Madeleine Tchuinte déclarait: « notre vision ... est de placer la recherche scientifique camerounaise au cœur du débat national, et de mettre résolument la science, la technologie et l'innovation au service du développement durable du Cameroun ».

C'est ainsi que le MINRESI a instruit les chercheurs de privilégier désormais la recherche appliquée au développement, conformément à la philosophie politique de Son Excellence Paul Biya, président de la République, exprimée dès l'avènement du renouveau dans son livre le libéralisme communautaire je cite « . . . la vulgarisation de la technologie appliquée à notre milieu sera le garant de notre développement . . . » Fin de citation. Les chercheurs ont ainsi le devoir d'orienter leurs travaux vers la résolution des questions de développement et de sortir leurs résultats des laboratoires pour les mettre à la disposition des utilisateurs potentiels.

Dès lors, le MINRESI peut plus aisément accomplir l'un de ses devoirs régaliens qui porte sur « la valorisation, la vulgarisation et l'exploitation des résultats de la recherche en liaison avec tous les secteurs de l'économie nationale et les organismes intéressés ».

Mesdames et Messieurs,

En substance, il n'est de secret pour personne que la recherche scientifique et l'innovation sont à la base des transformations socio-économiques, socle de la construction et de l'émergence des états modernes. Et aujourd'hui encore, les progrès scientifiques, technologiques et l'innovation restent les meilleurs garants de la prospérité des entreprises et de la compétitivité économique. Par-delà ces orientations, des actions spécifigues ont été menées à l'effet de renforcer le Système National de Recherche et d'Innovation (SNRI), valoriser, vulgariser et rendre plus accessibles les résultats de la Recherche et les innovations et optimiser leur impact sur le développement de notre pays. A titre d'illustration, je citerais :

- l'instauration depuis 2007, des Journées d'Excellence de la Recherche Scientifique et de l'Innovation au Cameroun (JERSIC), dont le but est de primer l'excellence scientifique à travers l'attribution des prix aux meilleurs chercheurs tant institutionnels qu'indépendants, offrir une plateforme d'échange entre l'ensemble des parties prenantes du Système National de Recherche et d'Innovation sur une problématique de la recherche utile, et mettre en démonstration les innovations pour les rendre visibles par les utilisateurs potentiels au profit du développement;

- l'octroi des prix spécifiques à des chercheurs qui se sont distingués par la qualité des résultats issus de leurs travaux et leur impact sur le développement socio-économique de notre pays. Il en est ainsi du prix spécial du Chef de l'Etat, d'un montant de vingt millions (20 000 000) de francs CFA, attribué au cours de cette année à Monsieur Marc Arthur Zang, un jeune prodige camerounais, pure produit du système national de l'éducation, qui a inventé le CARDIOPAD; un appareil qui permet de faire des consultations cardiologiques à distance, participant ainsi à la réduction des coûts de prise en charge de nos populations des zones reculées;

- l'institution des « Journées Portes Ouvertes » dans les instituts de recherche afin de permettre au grand public de mieux appréhender l'ampleur du travail qu'abattent les chercheurs, et s'approprier les résultats des travaux de recherche ;
- l'organisation à la veille de chaque cam-

pagne agricole des Journées de Promotion des Semences Améliorées de Base ;

- la mise en place du portail électronique du Système National de la Recherche et des Innovations pour rendre accessibles et exploitables toutes les productions scientifigues et innovations réalisées par les chercheurs et innovateurs camerounais d'ici et d'ailleurs. Cette démarche vise à mettre en valeur le chercheur, susciter le goût de la recherche développement au sein de potentiels innovateurs et inspirer de nouvelles industries artisanales et industrielles parmi nos entrepreneurs. Cette plateforme est la tribune par excellence de mutualisation et de fédération des acquis de la recherche et de l'innovation camerounaise qui incitera à la valorisation économique à travers des partenariats, et des clusters entre acteurs de la recherche. Il représente la porte d'entrée par excellence vers les 3 P (Partenariat, Public, Privé) que le Gouvernement appelle de tous ses vœux;
- la valorisation des résultats de la recherche à travers ses canaux traditionnels que sont : les publications scientifiques, les fiches techniques, les certificats d'obtention végétales, les brevets, les bulletins d'informations, le site web du MINRESI, de l'IRAD, les sites web des autres Instituts de Recherche et j'en passe :
- l'instauration des «Champs Ecoles Paysannes» afin de renforcer les capacités des acteurs du développement agricole : c'est une opération de valorisation et de vulgarisation des résultats de la recherche et de développement de l'innovation scientifique et technologique en matière agricole. L'objectif visé ici est le transfert des résultats des recherches agricoles et des pratiques culturales à un groupe paysan, pour une bonne appropriation des meilleurs reflexes de production et une pérennisation des savoirfaire. C'est une plate-forme de partenariat public-privé qui permet aux agriculteurs de bénéficier des connaissances techniques de création, d'aménagement et de gestion des champs semenciers. Les premières sessions des champs Ecoles Paysannes organisées dans les régions du Sud, du Centre, de l'Ouest et de l'Adamaoua ont été concluantes. Elles ont permis aux acteurs agropastoraux de s'approprier l'usage adéquat des semences améliorées à haut rendement et les techniques culturales probantes. Nous comptons d'ailleurs étendre cette expérience aux grandes exploitations agricoles;

- la mise en place en cours des Unités de Transfert des Technologies et des Innovations (UTTI) dans les Centres Régionaux de la Recherche et de l'Innovation. La mission principale desdites unités est d'offrir un encadrement rapproché aux créateurs locaux qui recherchent des solutions techniques de proximité aux préoccupations des populations:
- l'amorce du processus de mise en place d'un Fonds National de Développement de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (FONDRESI) ayant pour vocation la valorisation économique des résultats de la recherche et la promotion des innovations à travers l'octroi des financements pour la conduite des projets sélectionnés sur appel à candidatures. Outre des subventions de l'Etat, les ressources dudit Fonds proviendraient des produits de la coopération scientifique et technique et des contributions à l'innovation provenant des entreprises;
- le renouvellement et le renforcement des ressources humaines scientifiques et technologiques de nos institutions de recherche;
- la restructuration des programmes de recherche au sein de nos institutions de recherche;
- la réhabilitation des infrastructures et la mise à niveau des laboratoires dans le cadre des contrat-plan liant les instituts de recherche à l'État.

Mesdames et Messieurs.

Dans l'ensemble, le MINRESI est convaincu que la valorisation des résultats de la recherche scientifique et des innovations technologiques en vue du renforcement de l'essor, de la croissance et de la compétitivité de notre économie passe par un partenariat solide entre le système national de recherche et les entreprises. Le transfert des résultats de la recherche vers l'entreprise en prenant en charge de façon compétitive la maturation, le dépôt de brevet et un appui à l'exploitation de ces brevets est pour nous un «must». C'est la raison pour laquelle le MINRESI a inscrit en bonne place dans le programme de la 5e édition des JERSIC qui ont eu lieu à Yaoundé du 10 au 12 novembre dernier, un dialogue de haut niveau ayant pour objectif le renforcement de la collaboration recherche-entreprises. Je saisis d'ailleurs cette occasion pour exprimer au GICAM ainsi qu'à tous les chefs d'entreprises qui ont répondu favorablement à notre appel, ma gratitude et ma satisfaction

> pour leur participation active et enrichissante aux travaux de cette rencontre historique.

> En outre, je compte sur votre collaboration agissante, afin que nous puissions mettre en œuvre les résolutions issues de ce dialogue, et dont il me plaît de rappeler les plus saillantes à savoir:

- la mise en place d'un

- cadre de concertation permanent entre le secteur privé et le Système National de Recherche et d'Innovation, notamment dans le cadre de la plateforme du dialogue Gouvernement-secteur privé (Cameroon Business Forum);
- l'engagement des entreprises à adhérer à la stratégie du Gouvernement de mise en place d'un mécanisme de financement, trans-sectoriel et interinstitutionnel, sous la forme d'un Fonds National de Développement de la Recherche et de l'Innovation, véritable instrument de coordination opérationnelle et de facilitation du financement des programmes et projets de recherche et d'innovation;
- la détermination des chefs d'entreprises à apporter leurs contributions au Fonds de Développement de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (FONDRESI) par le biais d'une redevance à l'innovation;
- la détermination du Gouvernement et des entreprises à promouvoir la Recherche-Développement et l'Innovation au sein des entreprises, avec le soutien de la recherche institutionnelle ;
- l'engagement du Gouvernement et des entreprises à mettre en place un cadre institutionnel pour le suivi de la mise en œuvre des résolutions issues du dialogue de haut niveau.

Mesdames et Messieurs,

Voilà, les éléments que j'ai cru devoir porter à votre connaissance, afin de vous permettre de mieux appréhender les mutations dont a été l'objet ces derniers temps le Système Nationale de Recherche et d'Innovation du Cameroun.

Comme vous l'aurez constaté, nous attachons un grand prix au rapprochement entre la recherche et les entreprises, fondé sur l'accompagnement de l'utilisation des résultats de la recherche par les entreprises dans le processus de création des richesses et des emplois. Près de 500 millions ont déjà été investis dans ce processus, dans le cadre du Programme d'Appui à la Recherche financé par le Contrat Désendettement-Développement.

Globalement, le secteur de la Recherche scientifique et de l'Innovation ne peut pleinement jouer son rôle pour le développement de notre pays et par ricochet, son émergence à l'horizon 2035, que si un lien solide est établi entre l'offre des résultats scientifiques et technologiques et leur valorisation industrielle et commerciale.

En remerciant une fois de plus Monsieur le Président du GICAM pour l'invitation qu'il a bien voulu nous adresser, je souhaite plein succès aux travaux de cette 2ème assemblée générale du Groupement pour le compte de l'année 2015.

Je vous remercie pour votre bienveillante attention.



PERSPECTIVES

A QUOI RESSEMBLERA L'ANNÉE 2016 POUR LES **ADHÉRENTS DU GICAM?**

Dans son rapport moral présenté lors de la 121^{ème} assemblée générale du Groupement le 17 décembre 2015, le président Fotso a marqué un arrêt sur la conjoncture nationale durant l'année qui s'achève et conclu qu'elle avait été

Dans ce contexte, à quoi ces dernières doivent-elles s'attendre en 2016 ? Que peuvent-elles espérer pour leur développement ? Nous sommes allés à la rencontre de nos membres qui partagent ici leurs sou-

haits pour leurs structures respectives en 2016.

Armel FRANCOIS, Directeur général, PHP Cameroun Vice-président du GICAM

«PROMOUVOIR UNE GÉNÉRATION D'AGRICULTEURS NATIONAUX»



En ce début d'année 2016, nos premiers vœux sont d'abord des vœux de santé à tous les adhérents du GICAM, leurs familles et leurs proches.

Au plan des affaires, nos voeux les plus chers seraient de voir la mise en place d'un certain nombre de dispositions administratives permettant une relance de l'agriculture camerounaise et tout particulièrement l'avènement d'une nouvelle génération d'agriculteurs nationaux.

Le GICAM tente d'y contribuer par la promotion du projet Un patron-Une plantation, qui se heurte à des difficultés d'ordre foncier ; il n'y a pas d'agriculteurs sans terre et pas de projet agricole un peu ambitieux sans sécurité foncière et des avancées significatives sont nécessaires dans ce domaine.

La profession d'agriculteur n'est reconnue par aucun texte légal, ce qui ne confère aucun statut juridique, fiscal, administratif à cette activité que l'on veut promouvoir et faire sortir de l'informel. C'est un frein dont on peut souhaiter une levée, même partielle.

L'agriculture a un impact écologique et environnemental évident, qu'il faut prendre en compte et tenter de minimiser. Pour ce

faire, les études d'Impact Environnemental sont un excellent outil technique mais leur coût est prohibitif. Dans le cadre d'une agriculture de deuxième génération, le montant requis par les différents intervenants dans ces études, peut représenter jusqu'à 20 % de l'investissement initial, c'est trop!

Formons le vœu que cette tarification soit révisée et la procédure simplifiée.

Enfin, il nous semble que nous ne pourrons pas développer durablement notre agriculture si rien n'est fait pour lutter contre le vol des denrées agricoles et tout particulièrement dans les champs avant la récolte. C'est une plaie qui obère la rentabilité des grandes plantations agro-industrielles et qui cause la faillite de très nombreuses entreprises familiales, individuelles qui meurent en silence.

Puissions-nous voir en cette année 2016 ces pratiques condamnées avec fermeté car c'est le travail du peuple des campagnes qui est gravement spolié et non un cadeau de la nature qui serait dérobé.

Bonne et heureuse année à tous.

Henri FOSSO, Président, CROPLIFE Cameroun Vice-président du GICAM

«POUR UN GICAM TOUJOURS PLUS VOLONTARISTE EN 2016»



Chers membres,

La vie des hommes, comme celles des entreprises, est une course; comme toutes les courses, elle est faite d'étapes dont la victoire à chacune d'elles construit la victoire finale qui sera acquise au terme de la dernière étape.

Notre pays est, depuis quelques années, lancé dans une course dont la victoire devrait être l'émergence à l'horizon 2035. D'ici là, nous aurons à disputer des étapes et chacune doit concourir à construire notre victoire finale.

Nous avons aujourd'hui accusé un retard sur nos objectifs dès les premières étapes, handicapés par des maux connus que nous regroupons souvent sous le vocable du « climat des affaires ». Côté Etat : la faiblesse de nos infrastructures, le difficile accès au financement, une fiscalité non adaptée, le manque de cohérence et les lenteurs administratives ont été les principaux freins. Côté secteur privé : un manque d'offensivité pour créer des solutions alternatives financières, techniques et humaines.

Nous sommes aujourd'hui, l'Etat comme le privé, condamnés à nous entendre si nous voulons assurer la croissance et l'emploi dans notre pays afin de lutter contre la précarité et l'insécurité qui le menacent.

Dans cette quête de croissance, nous ne cessons depuis quelques années d'innover pour améliorer le service à nos adhérents, informer, représenter et défendre les intérêts du secteur privé.

Pour 2016, aux côtés du Président, nous nous sommes engagés dans des actions encore plus volontaristes comme le renforcement de notre Centre d'arbitrage, la promotion de l'éthique et de la responsabilité sociétale, la création du Club des créanciers de l'Etat, l'opérationnalité de notre projet *Un patron - Une plantation*, des actions spécifiques en direction des jeunes de la diaspora, le lobbying à travers les autres associations nationales pour une intégration régionale, l'extension de notre immeuble siège.

Nous souhaitons que cette année 2016 nous offre la grande opportunité de trouver, enfin, avec notre partenaire étatique, des solutions consensuelles offensives et nous donne le maximum de chance pour que chaque année, comme chaque étape de notre course, soit un succès indispensable à l'émergence en 2035.

Sinon, notre pays sera ce rêveur à la course qui a les pieds dans le plâtre.

Bonne année à vous-mêmes, à vos familles et à vos entreprises.

CAMI LEADER DU MARCHE AUTOMOBILE CAMEROUNAIS DEPUIS 42 ANS!

Avec 70% de part de marché en 2015, le concessionnaire automobile garde sa place de leader...

... Et C'EST GRACE A VOUS!



Merci pour votre confiance et votre fidélité. Nos équipes à travers tout notre réseau CAMI se tiennent à votre disposition pour mieux vous servir.

BONNE & HEUREUSE ANNEE 2016



DOUALA

Z.I. Bonabéri/Akwa

B.P.: 1217

Tél.: 233 39 80 56 233 39 76 55

233 39 06 96

www.toyota.cami-cfao.com

YAOUNDE

Route de l'aéroport

B.P.: 1740

Tél.: 222 30 20 88 677 11 19 79

699 31 25 01

GAROUA

Avenue des Banques

B.P.: 336

Tél.: 222 27 30 71

222 27 12 98

222 27 14 89

cami@cfao.com

B.P.: 1045

BAFOUSSAM Route de Foumbot

Tél.: 233 44 13 88

699 31 42 57

233 44 48 37















Jakob SIDENIUS Directeur général, DIT

«VERS UN TERMINAL DE NOUVELLE GENERATION»



En ce début d'année 2016, nous formulons à l'endroit de tous nos partenaires nos meilleurs vœux de santé, prospérité et plein succès.

En 2015, Douala International Terminal, concessionnaire du Terminal à conteneurs du Port de Douala, a réalisé des performances qui ont permis au Port de Douala d'assurer la fluidité du trafic maritime international du Cameroun. Les délais d'attente des navires porte-conteneurs à la bouée de base maritime, sont descendus à moins de 48 heures contre plus de 20 jours il y a encore moins d'un an. Le trafic 2015 est en progression de 14% par rapport à 2014 sans encombrement du terminal.

Nous continuerons, en 2016, d'accompagner tous les acteurs du Port de Douala pour faire du Terminal à conteneurs de Douala un terminal de nouvelle génération, au service du développement de l'économie de Douala et du Cameroun.

Bonne et heureuse année à toutes et à tous!

Stanislas KOUALADirecteur général adjoint, COMETAL

«ACCOMPAGNER L'INDUSTRIE LOCALE»



Les vœux de COMETAL pour l'année 2016 n'ont rien d'original, les préoccupations de l'entreprise camerounaise en 2015 étant restées les mêmes que celles des années précédentes.

Malgré tout, les créateurs de richesses de ce pays continuent à nourrir l'espoir de voir un jour les pouvoirs publics se donner une réelle ambition à fabriquer des champions camerounais dans des secteurs stratégiques, afin, d'une part, de rivaliser avec les multinationales sur notre propre marché et, d'autre part, d'inverser notre balance commerciale par la conquête des marchés extérieurs.

Une action déterminante et immédiate serait, par exemple, la mise en place d'un plan stratégique de soutien massif et priorisé de l'Etat au financement et à l'accompagnement l'industrie locale, à travers la Banque des PME récemment créée.

Que l'entreprise soit pour nous, en 2016, le lieu du dépassement de soi, du foisonnement d'idées novatrices et originales, mais aussi du succès pour le bien et l'épanouissement des hommes et des femmes qui la servent.

Bonne année 2016!!!

Ephreim TCHAKOUNTEDirecteur général, UTI

«DE BELLES REUSSITES PROFESSIONNELLES»



Collègues patrons,

Je vous présente mes meilleurs vœux pour cette nouvelle année qui vient de débuter.

Que 2016 soit une année de paix, de bonheur, de réussite professionnelle et que le GICAM, à travers ses membres, reste toujours mobilisé face aux défis et enjeux à venir.

J'espère que cette année nous procurera beaucoup de satisfaction dans nos entreprises respectives et que nos projets communs trouveront des issues positives et se concrétiseront par de belles réussites professionnelles.

Bonne et heureuse année 2016...

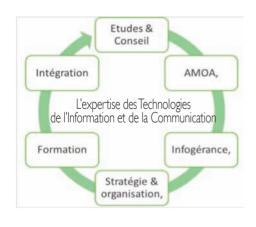
Reine ESSOMBADJE, Directeur général, Evolving Consulting

«POUR UNE ANNÉE D'INNOVATION»



Cabinet spécialisé dans les conseils, études et services transactionnels dans le domaine des Technologies de l'information et de la communication, Evolving Consulting accompagne et conseille le secteur public en Afrique depuis 2009 sur les aspects de régulation, d'économie, de stratégie, d'implémentation de solutions Télécoms et TIC.

Présent en France et au Cameroun et fort d'un réseau d'experts en informatique, télécommunications et TIC, le cabinet dispose d'une expertise avérée dans le domaine ayant travaillé pour la Banque mondiale, l'ITU, le MINPOSTEL, la CAMPOST, l'ART, l'ANTIC ... En outre, Evolving dispose d'un agrément de 5 ans comme auditeur sécurité.



Je souhaite qu'Evolving Consulting Cameroun puisse connaître une année florissante riche de créativité, d'innovation et de transformation digitale. Notre savoir-faire est à la disposition de nos clients en vue de renforcer leurs performances via l'optimisation des processus internes et d'augmenter leurs revenus.

En tant que chef d'entreprise et membre du GICAM, j'espère un climat d'affaires propice au développement du tissu économique et surtout qu'il y ait de plus en plus de femmes « hommes d'affaires », pour paraphraser une célèbre dame.

CONSEIL & ETUDES EN TIC	BIG DATA DATA ANALYTICS	STRATEGIE HAUT DEBIT	PAIEMENT PAR MOBILE INNOVATIONS DISRUPTIVES	ARCHITECTES DE TRANSFORMATION DIGITALE
TELECOMS & SYSTEMES D'INFORMATION	INFOGERANCE WEB SERVICES	AUDIT	ACCÉLÉRATEUR DE PROJETS INNOVANTS	DIRECTION DE PROJET: EN INFORMATIQUE & TELECOMS

L'émergence passe aussi par un meilleur climat des affaires. Les projets initiés par le Gouvernement en vue de la digitalisation et de la modernisation de l'Administration publique vont accélérer la transformation numérique du pays. Ils sont de nature à booster l'économie, améliorer la gouvernance des projets et donc à profiter au tissu entrepreneurial et au secteur privé.

Plus d'affaires équivalent à plus de revenus. Je souhaite donc la prospérité à Evolving Consulting, aux chefs d'entreprise, mais aussi à chaque foyer camerounais.

Christian FOSSO, Directeur général, FIMEX

«2016 SOUS LE SIGNE DE L'ENTREPRISE OFFENSIVE»



Le GICAM devrait inspirer ses entreprises membres à devenir performantes.

Nous pensons que le GICAM est loin d'être une plateforme où on vient chercher les affaires ou les clients, mais un lieu d'effervescence intellectuelle, de réflexion, d'information et de formation pour les chefs d'entreprise et leurs équipes, bien au delà des missions primaires autour de la défense des intérêts des membres et un acteur majeur pour accompagner le Gouvernement dans ses défis pour l'Emergence du Cameroun.

Le recueil des 100 Propositions du GICAM en est une démonstration forte et concrète. Inspiré par le modèle de l'entreprise offensive, thème central de la dernière UG, nous avons décidé d'en faire notre cheval de bataille pour les 03 prochaines années. On aurait besoin de 02 à 03 ans pour implémenter ce concept et percevoir les premiers impacts.

Comment percevons-nous ce concept?

Offensivité = mise en place d'une stratégie d'envergure pour implémenter une innovation dans un délai très court, pour atteindre un objectif bien défini.

Trois facteurs clés: les Hommes, l'Innovation et la Stratégie (qui intègre le temps)

Des Hommes compétents et performants qui doivent s'approprier ce concept avec une nouvelle culture d'entreprise et une forte détermination et être impulsés par le Management.

L'Innovation. Une entreprise qui n'innove pas est appelée à disparaître, c'est un fait. L'Afrique en général et le Cameroun en particulier sont demandeurs d'innovation. Les prévisions les plus optimistes n'avaient pas imaginé une explosion de la téléphonie mobile, et des services mobiles, notamment le banking mobile. Regardez le pourcentage de téléphones smartphones par rapport aux téléphones classiques (à clavier) et analysez les détenteurs de ses terminaux par rapport à leur pouvoir d'achat. La nouveauté et l'innovation sont déterminantes dans un achat. Je serais tenté de dire «Dis-moi quel téléphone tu as, je te dirai si tu es innovant».

Plus que le prix, l'innovation vous permet de vous démarquer ; n'oubliez pas d'utiliser la protection intellectuelle pour protéger et rentabiliser votre investissement.

La Stratégie, c'est ce facteur qui confère à votre idée ou projet le caractère innovant et offensif. La stratégie intègre et gère la notion du temps.

Ce qui est innovant aujourd'hui dans vos tiroirs, ne le sera certainement pas dans 03 ans. Il faut implémenter de manière structurée et maîtrisée certes, mais très rapidement vos projets innovants. Antoine Bernheim a dit : « Le Génie, c'est de savoir saisir à temps les opportunités ».

Nous avons inscrit cette année 2016 sous le signe de l'entreprise offensive. Ce sera probablement trop tôt pour en mesurer les impacts lors de la 5^{ème} UG couplée aux JDE, mais je pourrai vous édifier sur nos avancées. Le GICAM nous a conforté dans la nécessité de :

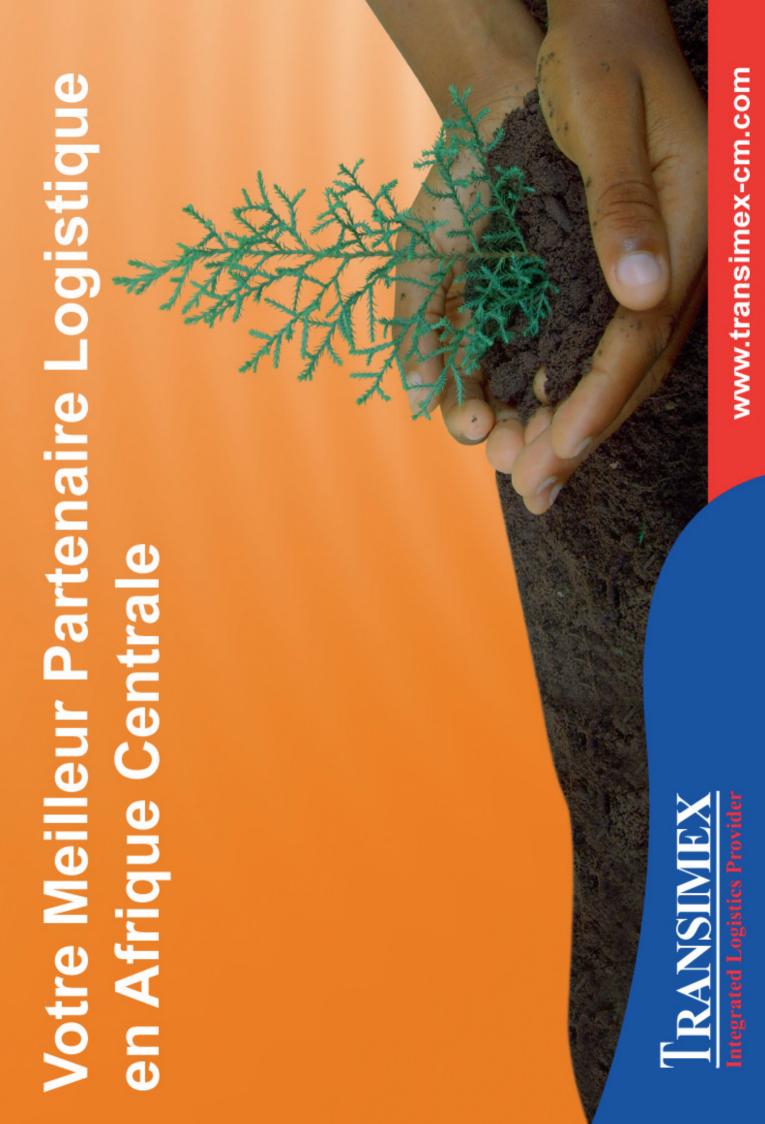
- se décomplexer pour innover ;
- se remettre en cause pour se former;
- partager pour grandir, car c'est ENSEMBLE qu'on grandit (la SNCF disait déjà il y a 10 ans, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous).

Ce GICAM offensif, ce Cameroun émergent, on doit les construire ensemble, avec générosité et partage, mais surtout performance et innovation.

La Gouvernance d'Entreprise devait être un acquis en 2016, alors je n'en parle pas.

Améliorer la qualité, améliorer la réactivité, améliorer l'écoute, voici nos objectifs pour la nouvelle année, qu'ensemble, nous souhaitons réaliser avec détermination et passion, pour un GICAM et un Cameroun plus offensif

Heureuse année 2016.



Hamadou SALI PCA, Camrail

« POURSUIVRE L'ŒUVRE DE DÉVELOPPEMENT ENTAMÉE EN AFRIQUE »



2016, pour nous, vient consacrer tous les efforts et sacrifices consentis au cours de ces dernières années. Parce que nous avons fortement balisé la voie qui y mène. D'abord à travers une rigoureuse réorganisation initiée au sein du Groupe Bolloré par le président Vincent Bolloré. Ainsi, Bolloré Transport Logistics a vu le jour et regroupe les quatre métiers qui font le Groupe : l'exploitation portuaire, l'exploitation ferroviaire, le transport maritime et aérien et la logistique maritime et pétrolière.

Mieux organisés, mieux structurés, nous n'en sommes que plus efficaces et plus performants, aidés en cela par la longue expérience qui est la nôtre et nous a permis, depuis l'arrivée du Groupe Bolloré en Afrique, de nous bâtir une notoriété qui ne souffre d'aucune entorse. J'en veux pour preuve l'ensemble des ports dans lequels nous opérons sur le continent, les concessions ferroviaires qui nous été cédées, entre autres.

Il est évident qu'en 2016, nous allons mettre, plus que par le passé, cette expertise au service de nos nombreux clients et partenaires. Parce que nous nous sentons l'obligation de les accompagner, de trouver des solutions, quelles qu'elles soient, à leurs problèmes.

Nous allons pouvoir transporter et faire transiter, au cours de cette année 2016, encore plus de produits à des coûts encore plus compétitifs. Evidemment, l'ouverture du port en eaux profondes de Kribi, qui devrait nous permettre de créer davantage d'emplois, ne nous fera pas oublier le terminal à conteneurs du port de Douala. Aussi, notre po-

litique d'investissements va accélérer le délai moyen de passage des marchandises conteneurisées.

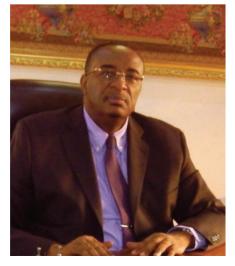
Je ne doute pas un seul instant que la nouvelle organisation que nous avons mise en place va nous permettre de travailler dans des conditions optimales afin d'être, inéluctablement, un levier de développement pour l'ensemble du pays et de la sous-région.

Je formule par conséquent le vœu de voir l'ensemble des pays de notre région demeurer dans la paix et la stabilité sans lesquelles toute action de développement est, a priori, vaine. En ce qui nous concerne, nous avons plus que jamais foi en nos capacités et nos compétences pour apporter les solutions idoines, partout où cela est nécessaire, afin de poursuivre l'œuvre de développement entamée en Afrique, aux côtés des Etats qui nous font confiance.

Bonne et heureuse année!

Florent ETOUNDI AYISSI, Directeur général, TRADIMCO

« DE NOUVELLES PERSPECTIVES D'AVENIR »



En cette nouvelle année, recevez de la part du groupe TRADIMCO SARL nos vœux de santé et de réussite.

Que 2016 s'ouvre sur de nouvelles perspectives d'avenir pour vous et nous et nous apporte beaucoup de succès.

Nos diverses équipes vous accompagnent depuis 25 ans, au Cameroun comme à l'étranger dans la prestation de services et la fourniture de matériels et mobiliers haut de gamme.

Vous avez été fidèles à notre Groupe et nous tenons vivement à vous en remercier, tout en vous promettant de faire encore mieux que par le passé.

Nous n'avons de cesse de vous satisfaire, ainsi n'hésitez pas à nous contacter pour poursuivre ensemble ce voyage...

Nous espérons pouvoir toujours vous compter, anciens et nouveaux, parmi nos meilleurs clients et partenaires en 2016.

Une fois encore, meilleurs vœux à vous, ainsi qu'à vos proches.

Joël SIKAM, Directeur général, FISCO SARL

«FACILITER L'ACCES AU FINANCEMENT»



FISCO SARL est une société industrielle leader spécialisée dans la production et distribution des détergents et nettoyants, à usage domestique et industriel, de la marque SIMAD.

Installés au Cameroun, à Douala, depuis 2012, nous avons pour vision de mettre à la disposition du consommateur camerounais des produits de qualité aux standards et normes internationaux.

Pour cette année 2016, nous souhaitons développer et promouvoir le concept « Made in Cameroon », en mettant à la disposition du grand public des produits répondant aux exigences Hygiène – Santé – Environnement.

En tant que membre du GICAM et partenaire des projets du pays, je souhaite que nous évoluions dans un environnement économique propice et sain qui facilitera l'éclosion de l'économie de notre pays.

En tant que jeune promoteur de l'industrie camerounaise, je compte sur tous les acteurs privés et publics sans restriction ni de taille ni de domaine pour faciliter :

- I l'accès au financement ;
- 2- l'amélioration des délais de paiement ;
- 3- la protection des industries nationales.

Ces derniers contribueront au développement de notre pays car l'émergence commence par l'industrialisation.

J'adresse mes meilleurs vœux aux citoyens camerounais en général aux membres et staffs permanents du GICAM en particulier:

Bonne année 2016! Santé, succès et prospérité pour tous!

Samuel NZALI, Directeur général, FAFINSA

«CONSERVER LE PRIVILEGE ACQUIS DEPUIS PLUS DE 25 ANS»



Au cours de cette nouvelle année 2016, la vie commencera pour de précieux êtres qui feront certainement la joie de leurs familles.

De ce fait, FAFINSA tient à conserver le privilège acquis depuis plus de 25 ans, à savoir celui d'accompagner les parents dans la protection de leurs nouveaux-nés en leur permettant de se procurer des layettes au pouvoir couvrant élevé et d'entretien facile.

De même, les élèves pourront arborer leurs pull-overs uniformes dans leurs écoles respectives grâce à nos produits soigneusement confectionnés à base de nos fils de qualité supérieure.

A tous nos clients, tricoteurs et tricoteuses, partenaires et prestataires de services, la direction générale de FAFINSA vous adresse les meilleurs vœux de santé, de succès et de bonheur en 2016.

Claudélen MEALLET, Directeur général, Melodius Consulting

«CONTINUER D'ETRE UNE REFERENCE»



Je souhaite que cette année 2016 soit orientée vers trois priorités que j'exprimerai autour de trois mots clefs. Notoriété, Synergie et Conscience.

La Notoriété, celle de notre cycle de fomation en dévelopement personnel « Coach Manager PNL » à l'intention du top management en afrique. Ce cycle accueille 12 dirigeants sur six mois à raison de deux journées consécutives par mois dans un cadre et une dynamique unique avec un outil de développement personnel exceptionnel, la PNL... 2016, une nouvelle année pour agrandir la communauté des 160 dirigeants déjà accompagnés et formés. C'est un double accompagnement collectif et individualisé qui permet d'acquérir, d'intégrer et de pratiquer l'auto-coaching et le coaching managerial. Notre souhait est de continuer notre référencement aux sein des entreprises de toute la sous-région.

Le séminaire flash de dynamisation d'équipe « sur les pas d'Usain Bolt », une nouveauté. Ce séminaire permet de sortir des sentiers battus et des traditionnels séminaires annuels. Il est construit sur une journée, animé par deux coachs, à partir d'un matériel pédagogique innovant pour continuer à inspirer les équipes sur le moyen terme grâce à ce fabuleux destin que représente Usain Bolt.

La Synergie avec les organisations professionnelles, en particulier avec le GICAM, dans nos actions, nos orientations et nos réussites d'entrepreneurs. Melodius possède un savoir-faire dans l'art de modéliser les stratégies de succès des chefs d'entreprise camerounais incarnant la réussite. En plus de reccueillir le recit des histoires de vie de ces dirigeants, les outils du coaching et de la PNL permettront la modélisation par l'interview des personnalités. Le

principe de la modélisation est de décrypter en conscience les stratégies de succès afin de les partager et de permettre aux autres de s'en inspirer puis de se les approprier.

La synergie en participant à l'aventure avant-gardiste de l'Ecole de l'Entreprise du GICAM. Libérer la créativité, structurer les compétences et développer la rigueur et la constance dans la mise en œuvre des actions et ceci durablement. Au délà du développement des compétences techniques nécessaires aux entreprises, faire advenir des Hommes et des Femmes dans leurs personnalités est essentiel. Nous souhaitons y prendre part.

La Conscience qu'une société saine et durable est celle dans laquelle le chef d'entreprise développe ses pratiques managériales en les pensant et les revisitant régulièrement à l'aide d'un professionnel- coach. Le coaching est un temps de prise de distance sur sa pratique, sa vie d'entreprise. Melodius Consulting est spécialisé dans l'accompagnement des hauts potentiels et dirigeants. Nous proposons des cycles de coaching individuel et personnalisé pour les dirigeants. Melodius Consulting possède une expérience confirmée de 25 années de pratique professionnelle dont 10 années en lien avec le continent africain.

D'une façon générale, Melodius Consulting souhaite continuer d'être une référence sur son terrain d'expertise qu'est le coaching de dirigeants. Une référence de qualité en continuant à répondre aux besoins des PME/PMI camarounaises, de la sous-région et des entreprises internationales présentes en Afrique.

Communiquer sur

www.legicam.cm, c'est être ouvert sur le monde!

Ousmanou NGAMDirecteur général, TRANSIMEX

«RESTER VOTRE MEILLEUR PARTENAIRE LOGISTIQUE»



Chers clients et partenaires,

Fondée il y a bientôt deux décennies dans le souci de créer honorablement de la valeur ajoutée dans le transport et la logistique intégrée sur mesure, Transimex est devenue, au fil des ans, un acteur majeur en Afrique centrale dans ce domaine.

Grâce à la maîtrise des différents maillons de la chaîne logistique en général et le secteur portuaire stratégique en particulier, son développement s'est accéléré avec la création des filiales du Tchad, de la République centrafricaine et du Congo pour l'Afrique centrale, de la France pour le continent européen et de la Chine pour l'Asie.

Cette couverture géographique à travers l'extension de notre réseau relève de notre volonté de vous accompagner dans la réalisation de vos projets logistiques, quels que soient leur nature et le lieu où vous sollicitez notre professionnalisme.

Transimex s'est associée à 8 autres entreprises locales au sein d'un consortium KPMO, qui avec NECOTRANS, se sont vu attribuer la gestion du terminal polyvalent du port de Kribi. Il va sans dire que nous continuerons, dans ce port appelé à devenir un hub maritime pour les autres places portuaires sous-régionales, de faire valoir notre expérience et notre professionnalisme dans la gestion de vos projets logistiques.

Ainsi, notre volonté permanente de répondre promptement à vos différentes sollicitations et, surtout, l'amélioration constante de la qualité de nos prestations confirmeront davantage ten quel que soit le lieux estre posibleur partengine le gistique.

notre souhait de rester, quel que soit le lieu, votre meilleur partenaire logistique.

Bonne année 2016 à tous!

Albert Florent BENGALA, Directeur général, CENAINVEST



Le conseil d'administration et le personnel de CENAINVEST SA

vous souhaitent une bonne et heureuse année 2016

Martin AZEMKWO, PCA, RW King

«SUPPRIMER LA RETENUE A LA SOURCE»



La grande préoccupation de notre société en 2016 porte sur la TVA retenue à la source. Nous proposons pour cet impôt :

- soit de supprimer la retenue à la source pour que chaque contribuable paie ce qu'il doit ;
- soit de supprimer la retenue à la source pour toutes les entreprises relevant de la DGE car elles font l'objet d'un contrôle permanent.

Patrice MBALLA,

Administrateur directeur général, Downstream Consulting S.A

«RENFORCER NOS ACQUIS EN MATIERE DE PERFORMANCE»



En avril 2004, lorsque le cabinet Downstream Consulting S.A.R.L. voyait le jour, la motivation de ses créateurs était de combler un vide : celui d'accompagner, en termes d'études et de formation notamment, les intervenants dans le secteur pétrolier aval, récemment libéralisé.

Aujourd'hui devenue société anonyme, Downstream Consulting S.A. (DC) compte un effectif de plus de 800 collaborateurs permanents qui œuvrent pour l'amélioration constante de la performance de ses partenaires et la qualité des services offerts.

Au fil de nos 10 années d'existence, notre maîtrise du marché de la distribution des produits pétroliers et la compréhension des besoins de nos partenaires en termes de promotion de l'excellence ont contribué à asseoir notre réputation comme centre d'expertise au Cameroun et dans la sous-région d'Afrique centrale.

DCTchad et DC RCA sont nos deux succursales qui expriment aujourd'hui notre volonté de présence dans la sous-région CEMAC et demain dans l'Afrique entière, à travers nos différents métiers qui sont : les études et le conseil dans le secteur pétrolier aval, le placement du personnel temporaire, la formation professionnelle, l'environnement, la gestion en mandat d'une activité, l'intermédiation d'affaires.

En 2016, DC souhaite renforcer ses acquis en matière de performance par la maîtrise des investissements et la conquête de nouveaux marchés.

Dans cette perspective, nous entendons améliorer et maintenir la relation de confiance avec notre partenaire historique dans le développement de son réseau de distribution des produits pétroliers.

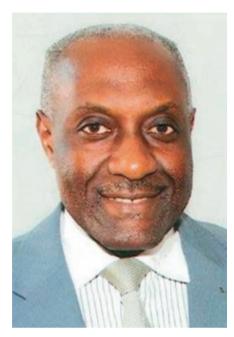
Par ailleurs, la consolidation des activités de nos succursales au Tchad et en République Centrafricaine nous permettra assurément d'affirmer davantage notre présence dans la sous-région Afrique centrale. Nous voulons ainsi bâtir une entreprise crédible et fiable aux

yeux de nos partenaires en nous appuyant sur l'épanouissement de nos employés et le culte de l'excellence.

2016 est certainement l'année de tous les défis et nous les relèverons.

Victor TIENTCHEU,Directeur général adjoint, FME-Gaz

«LA PRISE EN COMPTE DE NOS DOLEANCES»



Une année qui s'achève, c'est 52 semaines, 365 jours pendant lesquels nous nous sommes battus au quotidien pour relever les défis qui sont les nôtres.

Des défis que nous nous sommes fixés et qui nous interpellent chaque jour que nous nous levons. Au bout du compte, avons-nous le sentiment d'avoir accompli notre devoir et tenu nos engagements ?

Aucun objectif ne peut être arrêté sans prendre en compte l'environnement socio-politique et économique qui influe forcement dans la marche de nos entreprises.

Comment pouvons-nous, dans le secteur industriel qui est le nôtre, faire des prévisions et des projections sans avoir une stabilité en quantité et en qualité dans la fourniture de l'énergie électrique, gage du fonctionnement optimum de notre outil de production ?

Nous souhaitons que les efforts fournis par notre Groupement pour la prise en compte par le Gouvernement de nos doléances, pour la marche de nos entreprises et le développement de l'économie de notre pays soient au rendez-vous. Sinon, comment espérer une croissance à deux chiffres et l'émergence en 2035 ?

Mais qu'est-ce que c'est difficile d'être écouté et soutenu dans notre pays!

Un souhait pour tous les responsables d'entreprise : que cette année 2016 soit surtout une année de succès où nous connaîtrons le développement de nos entités et qui nous permettra de nous accomplir professionnellement, socialement et familialement.

Bettina GUEMTO-MICHAELISDirecteur général, BUETEC

«PERFECTIONNER LA QUALITE DE NOS PRODUITS»



BUETEC a été fondé en 1998 et s'est depuis lors imposé comme leader dans le domaine du marquage et la confection des supports textiles au Cameroun et en Afrique centrale. Nous mettons à la disposition de nos clients une collection de polos et de tee-shirts parfaitement adaptés à la communication d'entreprise et à l'évènementiel. Pour compléter notre service aux clients, nous fournissons également d'autres supports publicitaires, tels que les casquettes, les serviettes, les tenues de travail, casquettes, bobs, tabliers publicitaires et autres.

Avec plus de 15 ans d'expérience dans le textile, axée sur la qualité et la satisfaction de notre clientèle (certifié ISO 9001/2008) et soucieuse de l'environnement (certifié ISO 14001/2004), notre organisation s'est taillée une réputation enviable sur le marché et offre des services permettant de répondre aux besoins de sa clientèle actuelle et future, d'ici et d'ailleurs.

Afin de moderniser ses équipements et doter son personnel du savoir-faire nécessaire pour se tailler une réputation internationale, Buetec va ouvrir son capital en 2016 à des investisseurs souhaitant faire partir de ce projet ambitieux.

2016 est pour nous un engagement à perfectionner davantage la qualité de nos produits afin de mieux soutenir la réussite de nos clients.

Nos meilleurs vœux pour tous nos partenaires fidèles et futurs clients!

François PALILIKI, Directeur général, SMS Cameroun

«APPUYER LE DEVELOPPEMENT DE LA PME»



2015 a été une année difficile dans l'environnement économique camerounais. Bien que certains ont tiré leur épingle du jeu, il n'en reste moins que les difficultés étaient de taille :

- parce que la PME citoyenne fait face à une concurrence déloyale, qui exclut la qualité ;
- parce que la PME camerounaise est amenée à gérer des délais « crédit-client » de 03 à 12 mois, voire plus ; contre un délai « crédit-fournisseur » de 0 jour ;
- parce que la PME camerounaise doit gérer les échéances strictes de l'administration fiscale et la CNPS :
- parce que la PME camerounaises ne trouve pas de voie efficace de recours qui pourrait l'aider à recouvrer au plus vite ses créances ;
- parce que la PME camerounaise voit ses marges bénéficiaires s'amenuiser au profit d'une augmentation des frais financiers ;
- parce que la PME camerounaise voit ses projets au ralenti.

Fort des expériences de 2015, 2016 se doit d'être une année de sursaut dans l'appui au développement des PME. La PME camerounaise qui sera dès 2016 au rendez-vous de l'émergence économique du Cameroun, sera celle qui sera mise dans des conditions optimales de gestion, dans un environnement économique où les partenaires seront respectueux de leurs engagements.

Des institutions de financement des PME ont vu le jour en 2015, certes, mais il convient de penser aussi, dès 2016, à un projet de loi ou comment recouvrer efficacement les créances auprès des donneurs d'ordre caciques et véreux.

Vivement que dès 2016, le GICAM pense à publier les résultats des enquêtes nationales (ou organiser le cas échéant) sur les mauvais payeurs qui infectent l'environnement économique du Cameroun

A tous, bonne et heureuse année 2016!

Jean-Daniel LOBE EBONGUEDirecteur général, Tradewood

«MULTIPLIER LES OPPORTUNITES D'AFFAIRES»



En 2016, nous souhaitons:

- entrer en contact avec les entreprises étrangères exerçant dans le secteur du bois afin de construire un partenariat d'affaires
- multiplier les opportunités d'affaires aussi bien sur le plan national qu'à l'international
- être informé en temps et en heure sur les différentes activités du GICAM : séminaires, dîners-débats, conférences
- initier et multiplier des rencontres entre les entreprises du secteur bois et transit
- devenir une entreprise où la performance, la qualité, et la compétence sont les valeurs partagées
- nous inscrire dans une politique offensive de développement et de valorisation des services de l'entreprise. Ceci signifie :
- orienter les acteurs de l'entreprise dans une culture du service ;
- sensibiliser les collaborateurs sur les raisons pour lesquelles les clients sont demandeurs de réactivité, de qualité, d'écoute et d'organisation ;
- connaître l'ensemble des besoins et attentes de ses clients et permettre également de redonner un sens à un dialogue avec les clients qui ne soit pas uniquement centré sur le prix.
- avoir une position claire en ce qui concerne le positionnement prix/service : « Jusqu'où est-on prêt à faire des efforts pour conquérir un client ou pour le garder ? »
- améliorer nos politiques RH et notre système managérial
- entretenir de bonnes relations avec les administrations publiques et privées.



Génie électrique (courants faibles, courants forts, Activité Oil & Gas)-

Nos métiers

Télécommunications - Génie climatique Procédés industriels- Energie solaire Procédés industriels- Energie solaire-Maintenance



-Direction générale: Douala- Cameroun, BP: 15 474, Tél: 00237 233 37 74 82 - 00237 699 50 43 02, Fax: 00237 233 37 74 83, Email: service.com

-Agence: Yaoundé, Tél: 00237 699 92 00 39



Tchad: Ndjamena- BP 2445, Tél: 00235 22 51 13 61

secretariat.tchad@omnium-service.com



Guinée Equatoriale: Bata- BP: 934 Tél: 00240 222 041 091 - Malabo, Tél: 00240 222 015 751



-Direction générale: Libreville- Gabon, BP: 12711 Tél:+241 01 74 07 55, Fax: +241 01 74 05 56 Pointe Noire - Congo, Email: snefgabon@snefgabon.com

- Agences Port-Gentil, B.P. 1840

Tél: +241 01 55 03 62. Fax: +241 01 56 10 62 Gamba, B.P. 48, Tel: +241 01 55 80 12 Fax: +241 01 55 80 42 Moanda, B.P. 233 Tel: +241 01 66 17 00

Email: moanda@snefgabon.com



-Direction générale

BP: 809 Tél: Tel : (+242) 06 900 14 77 Email: hubert.gonella@snef.fr







ertifié ISO 9001 : 2008



Une grande entreprise est comme un bateau qui navigue sur un océan en mouvement Chaque employé à son poste est indispensable au bon déroulement du voyage Chaque Client est la raison d'être du voyage.

INTEK et ses clients cheminent pour un même objectif, un même cap, un même et unique sillage

Ce message de vœux remercie chacun d'entre vous pour ce partenariat qui dure depuis bien longtemps.

Nous vous assurons de toujours vous servir et chaque jour en améliorant. Que l'An 2016 renforce notre collaboration et apporte du bonheur à tous ceux qui nous font confiance.

Professionnellement Vôtre.

LAURENT SERGE POULIOGLOU

Directeur Général

PREMIERE SOCIETE INFORMATIQUE CERTIFIEE ISO 9001: 2008

Xavier TAKAM

Administrateur général, Express Exchange

«NOUS ARRIMER AUX DEFIS DU MOMENT»



2015 a été une belle année, avec ses hauts et ses bas, mais nous en sortons nantis d'une autre expérience qui nous permet de projeter l'année 2016 à venir en toute sérénité. Le bilan est plutôt positif car nous avons, sur le plan entrepreneurial, signé des accords de partenariat avec des structures telles qu'Eneo. Désormais, il vous est possible de payer vos factures d'électricité dans toutes les agences Express Exchange du Cameroun.

Nous avons également signé des accords avec des universités d'Etat, le plus récent étant une convention de partenariat pour l'encaissement des droits universitaires des étudiants de l'Université de Ngaoundéré.

Sur le plan infrastructurel, nous nous sommes dotés d'un logiciel informatique ultra performant pour une meilleure qualité de service à l'endroit de nos clients, mais surtout pour une meilleure sécurisation de leurs transactions.

2015 s'achève donc sur une bonne note et le mérite revient à tous mes collaborateurs à qui j'adresse mes salutations distinguées.

Mais parlons de nos souhaits pour 2016. Nous continuerons de mettre un accent sur l'innovation technologique pour nous arrimer aux défis du moment, promettons une nette amélioration de notre qualité de service, une meilleure proximité à travers la multiplication des services à valeur ajoutée pour une meilleure satisfaction client.

Placée sous le signe de la foire aux cadeaux, Express Exchange, en 2016 offrira du bonheur à plus d'un.

Permettez-moi, enfin, d'adresser mes vœux les meilleurs à tous nos clients.

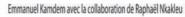
Santé et paix vous accompagnent en 2016.

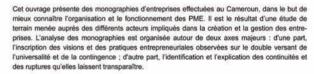


1251 Avenue. King Akwa - P.O BOX: 2204 Douala-Cameroon - Tél: 243 420 829 / 233 610 064 - email: infos@firstransact.com
SARL au Capital de 10 000 000 de FCFA - R.C.C.M N° RC/DLA/2012/1288 - N° Contr: M121100039323E

www.firstransact.com

PROFILS ET PRATIOUES D'ENTREPRENEURS CAMEROUNAIS EXPÉRIENCES ET TÉMOIGNAGES





Dans la littérature dominante actuelle, l'entreprise africaine apparaît généralement à travers plusieurs images fortes : complexité du climat d'investissement et de l'environnement des affaires ; dialogue de sourds entre les milieux d'affaires et les pouvoirs publics ; faiblesse des structures d'accompagnement entrepreneurial ; double contrainte de l'enracinement socioculturel et de l'ouverture sur la modernité technologique ; limites des expériences, de la formation, des compétences techniques et managériales des créateurs d'entreprises ; informalisation croissante de l'activité économique, etc.

Les différentes expériences entrepreneuriales camerounaises présentées dans cet ouvrage invitent à relativiser ces images et à penser qu'un tel diagnostic peut et doit être revisité. L'ouvrage propose un cadre d'analyse des pratiques entrepreneuriales et managériales observées en contexte camerounais ; ainsi qu'un cadre de modélisation de l'évolution de la PME camerouna

Emmanuel Kamdem est professeur des Universités au Département de gestion des ressources humaines de l'ESSEC, Université de Douala où il coordonne l'équipe de recherche « Centre d'Eulades et de Recherches Africaines en Management et Entrepreneuriat » (CÉRAME).

u est maître de conférences au Département de gestion humaines de l'ESSEC, Université de Douala où il est ur du « Centre d'Études et de Recherches Africaines en Entrepreneuriat » (CÉRAME).



ISBN: 978-2-343-03731-8

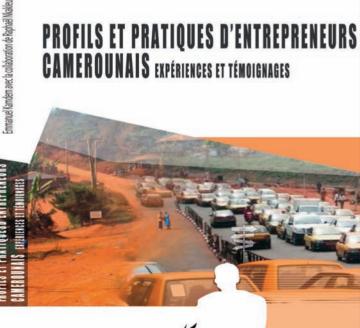
25,5 €





Emmanuel Kamdem avec la collaboration de Raphaël Nkakleu

PROFILS ET PRATIQUES D'ENTREPRENEURS CAMEROUNAIS EXPÉRIENCES ET TÉMOIGNAGES







Association Professionnelle des Ingénieurs Conseils et Sociétés d'Ingénierie du Cameroun

BP: 15480 Yaoundé/ Tél/Fax: (00237) 222.23.16.70/675.56.83.45 Email: apiccam@yahoo.fr

Tous nos vœux de bonheur. de paix et de confiance en l'avenir.

Our best wishes of happiness, peace and trust in the future.

Voeux2016



No boundaries, just opportunities

8P: 3191 Douala-Cameroun Tel: +237 33 00 18 28 E-mail:info@nig-holding.com Site web:www.nig-holding.com

MBU Hilda Head of Marketing & Communication Departement Cel.: +237 98 00 94 39

hmbu@nig-holding.com









Disclaimer:

Les données et renseignements contenus dans ce message peuvent être de nature confidentielle et soumis au secret professionnel et sont destinés à l'usage exclusif du destinataire dont les coordonnées figurent ci-dessus. Si vous recevez cette communication par erreur, nous vous demandons de ne pas la copier, l'utiliser ou la divuíguer. Nous vous prions de notifier cette erreur à l'expéditeur et d'effacer immédiatement cette communication de votre système. NIIG HOLDING 8.P. 3191 Douala (Cameroun) info@high-bioling.com / www.nigh-bioling.com / www.nigh-bioling.com

nec a renvironment event d'imprimer cette page rik of the environment before printing this mail.

Emmanuel WAF0 Président AC2P Membre du Bureau exécutif

«CERTAINES MESURES POURRAIENT ACCÉLERER LA CROISSANCE»



2015 a été une année morose et globalement difficile pour l'ensemble des industries plastiques regroupées au sein de l'Association Camerounaise des Professionnels de la Plasturgie (AC2P).

En effet, l'entrée en vigueur, le 24 avril 2014, de la réglementation des emballages plastiques portée par le ministère de l'Environnement, a perturbé l'ensemble des industries plastiques de notre pays et complètement déstabilisé celles qui, en particulier, ont pour activité principale la production de sacs et sachets plastiques grand public (cette situation s'illustre par une baisse des importations de 38% entre 2013 et 2015).

C'est ainsi qu'à la faveur de l'interdiction de production des emballages plastiques de moins de 61 microns sur toute l'étendue du territoire camerounais, les importations illicites transfrontalières ont pris une part belle de la production locale, entraînant de ce fait une perte moyenne de 40% du chiffre d'affaires des industries locales, avec des effets imaginables tels que des licenciements (près de 262 pertes d'emplois) et même des fermetures d'unités.

En plus de cela, les entreprises ont toutes décrié les coûts et tracasseries dans la procédure d'obtention du permis environnemental et rapports trimestriels à fournir au ministre de l'Environnement.

Outre ces contraintes liées a l'environnement, la filière a été affectée notamment par la hausse du dollar impactant le prix des matières premières, la congestion du port de Douala, les embouteillages sur le pont du Wouri, les

délestages et microcoupures à répétition de la fourniture de l'énergie électrique, une saison pluvieuse plus longue et, sur le plan fiscal, par le relèvement de l'acompte I.S de 1,1% à 2,2% en 2015.

Pour permettre aux entreprises d'être plus compétitives en 2016, nos attentes portent, d'une part, sur la réduction légale des épaisseurs admises des emballages plastiques, la finalisation du projet de normalisation pour la filière, le renforcement des contrôles frontaliers avec le Nigéria, la révision des textes environnementaux sur les emballages plastiques, etc.

D'autre part, certaines mesures pertinentes pourraient accélérer la croissance. On pourrait citer : la libre circulation au sein de la CEMAC, la mise en place du Programme d'investissement industriel (PDI) pour favoriser la protection de l'industrie locale, la révision du Tarif extérieur commun (TEC) pour protéger les industries plastiques et, pourquoi pas, l'interdiction des importations des emballages produits localement, l'annulation du mécanisme de retenue de TVA, l'amélioration des délais de paiement de la commande publique et du crédit de TVA, etc.

Si certaines de ces actions étaient réalisées en 2016, nous sommes confiants que nous pourrons continuer à investir dans l'industrie, à recruter pour l'avenir et espérer que notre pays soit émergent dans les prochaines années.

Sur ces notes, nous profitons de la tribune que vous nous offrez pour remercier très sincèrement l'ensemble de nos partenaires clients, fournisseurs, banquiers, administrations et collaborateurs qui nous ont accompagnés pendant cette année difficile et leur assurer que nous croyons en un avenir meilleur.

Bonne et heureuse année à tous!

Dr André KWAM, Membre du Bureau exécutif

«DAVANTAGE DE PERFORMANCE ET DE COMPETITIVITE»



Plus que par le passé, dans la conduite de la politique économique de notre pays, les pouvoirs publics reconnaissent fermement au secteur privé le rôle clé dans la création de richesses et d'emplois, bref la place de moteur de la croissance.

Dans cette optique, le Groupement Inter-patronal du Cameroun (GICAM), à travers la commission « Accompagnement des PME », a élaboré des outils d'encadrement destinés à rendre nos PME/PMI plus performantes et compétitives dans leurs marchés respectifs. Aussi, face à un environnement économique en perpétuelle mutation, il devient urgent pour nos managers et capitaines d'industrie de développer les capacités de réactivité, d'innovation, de flexibilité et, surtout, d'anticipation.

Notre vœu est de voir les membres du GICAM s'impliquer de plus en plus dans les activités de cette commission stratégique centrée sur la PME comme levier de création d'emplois décents et véritable garant d'une croissance soutenue de notre pays à la quête de son émergence.

Pour 2016, nous souhaitons à nos PME/PMI davantage de performance et compétitivité.







Douala: +237 233 42 04 55 Yaoundé: +237 222 30 41 88

N'Gaoundéré: +237 699 68 15 95



ο Δησε FPÉF

Responsable de la communication, GICAM

Secrétariat exécutif

DES MÉDAILLES POUR RÉCOMPENSER LE TRAVAIL



07 médailles d'argent, 05 de vermeil et 02 d'or ont été décernées à 10 employés du GICAM de la part du ministre du Travail et de la Sécurité sociale en personne, M. Grégoire Owona.

Cette cérémonie a débuté par un mot de la représentante des récipiendaires, Mme Marthe Nguime Ekollo, par ailleurs chef du département administratif.

Cette dernière, après avoir remercié le ministre pour sa présence et le président du GICAM « d'avoir pris et fait aboutir l'initiative de cette remise de médaille », a adressé des doléances à l'un comme à l'autre, « en vue d'améliorer le cadre et les conditions de travail des employés, notamment en cette période de contexte économique difficile.» Démarche à saluer si l'on tient compte de son départ en retraite imminent.

A sa suite, le secrétaire exécutif de notre Groupement, également récipiendaire de 02 médailles, a pris la parole et relevé le caractère inédit de cet évènement. En effet, « jamais, en bientôt 60 ans d'existence, notre Groupement n'a organisé en son sein une cérémonie de cette espèce à l'attention de son personnel ». M. Batongue de poursuivre en félicitant les récipiendaires pour leur « attachement et leur dévouement» au GICAM et d'exhorter l'ensemble des employés sous sa houlette à être des employés modèles et faire preuve «d'assiduité, ponctualité, rigueur au travail, innovation, culture des résultats et, surtout, de la performance.»

Le ministre du Travail a clos le bal des allocutions et déclaré que les médailles d'honneur ne récompensaient pas les années de travail mais la valeur de celui-ci. Il a également exhorté le président du GICAM à répondre favorablement aux doléances de Mme Nguime Ekollo, notamment au sujet de la systématisation des visites médicales annuelles. Concernant la demande qui lui a été adressée, M. Owona a déclaré que des mesures visant à améliorer les allocations familiales étaient actuellement à l'étude.

Pour terminer, il ajouté que les chefs d'entreprise ne devaient pas favoriser la corruption. La remise des médailles proprement dite a eu lieu immédiatement après cette intervention du ministre, suivie d'une séance de photo.

« A force de travailler, la reconnaissance suivra »



Abraham KUATE Chargé d'études et de la documentation

Que représente pour vous la médaille qui vient de vous être décernée ?

En puisant au plus profond de la culture et tradition bantou, puisque je suis bantou, je dois dire qu'à chaque occasion qu'on reçoit un présent, on doit être reconnaissant envers le donateur. Revenant à la médaille d'argent que j'ai reçu, elle représente pour moi un signe, non seulement de reconnaissance, mais également une opportunité de se remettre en question.

En effet, si une médaille représente une récompense pour un travail bien fait, il n'en demeure pas moins qu'il ne suffit pas d'avoir passé 10 ans dans une entreprise pour en mériter une. Au-delà de l'ancienneté et du travail bien fait, c'est un appel

de l'employeur à plus d'engagement et d'implication. Ce qui nous engage à donner toujours un peu plus de nous-mêmes afin d'espérer davantage de confiance de notre employeur.

Quel message adresseriez-vous à vos collègues qui n'en ont pas encore reçu?

Tout d'abord, je les exhorterais à travailler non pas pour faire plaisir

à l'employeur, mais davantage à s'impliquer à fond tout en considérant que c'est d'abord pour leur propre épanouissement. En effet, si l'environnement du travail est sain et convivial, les conditions de travail optimales, l'employé accomplira ses différentes tâches quotidiennes avec une telle aisance qu'il s'en suivra un engagement, un dévouement et une abnégation qui ne pourront que conduire à l'atteinte des objectifs fixés.

De plus, le professionnalisme et la performance s'en suivront et, au regard des résultats obtenus et des objectifs facilement atteints, nous en tirerons une satisfaction personnelle. Ce qui permettra d'espérer davantage de reconnaissance et donc de nouvelles médailles.

Quels conseils donneriez-vous à la nouvelle génération de travailleurs ?

Sans parler spécifiquement de la nouvelle génération de travailleurs, ce qui est dit plus haut tient lieu de conseils : il faut se mettre au travail en se disant qu'à force de travailler, la reconnaissance suivra. Par ailleurs, il convient de signaler que la qualification seule ne suffit pas : observer toutes les règles de discipline est recommandé car il faut éviter tout élément qui viendrait prêter le flanc à l'employeur pour mal vous noter. Eviter de faire l'objet de sanction de tout genre et garder son dossier disciplinaire bien propre. Veiller à faire de son espace de travail un leu de convivialité et de gaieté dans le but d'atteindre la performance. Il faut aussi faire tout effort possible pour garder de bonnes relations professionnelles avec ses collègues, ses collaborateurs, sa hiérarchie et son employeur, même s'il vous arrive de le quitter:

Propos recueillis par Ange Epée



Dieudonné SAMOU Assistant département Services marchands

« C'est une satisfaction personnelle»

Que représente pour vous cette médaille qui vient de vous être décernée?

La médaille d'honneur de travail, comme son nom l'indique, est une reconnaissance des années d'expérience engrangées dans la vie professionnelle d'un employé. Lorsque vous recevez la médaille d'honneur de travail en Argent, comme ce fut mon cas, vous êtes motivé et galvanisé pour poursuivre dans la même lancée afin d'avoir la suivante.

C'est une satisfaction personnelle et une source de motivation pour la suite de la carrière professionnelle.

Quel message adresserez-vous à vos collègues qui n'en n'ont pas encore reçu?

Le seul message que je peux adresser à mes collègues qui attendent leur tour, c'est de dire qu'au bout des efforts il y a la reconnaissance de la hiérarchie et de l'Etat du Cameroun.

Quels conseils donneriez-vous à la nouvelle génération de travailleurs ?

A la nouvelle génération, le seul conseil que nous pouvons donner est celui de l'ardeur, la discipline, le sens du travail bien fait et la fidélité dans la vie professionnelle.

Propos recueillis par Ange Epée

Jean-Baptiste BONDA Assistant logistique, Chargé du Catering

« Une récompense méritée »

Que représente pour vous cette médaille qui vient de vous être décernée ?

Une récompense méritée. Je tiens à remercier le président Fotso, M. Batongue, le secrétaire exécutif et mes collègues pour leur collaboration soutenue. Cet ensemble m'a permis d'atteindre cette performance. Je ressens une grande joie d'avoir reçue cette médaille d'argent; elle m'encourage à donner de mon mieux pour obtenir les deux suivantes.

Quel message adresserez-vous à vos collègues qui n'en n'ont pas encore reçu ?

Je les encouragerais à aimer leur métier encore plus. Si on n'aime pas ce que l'on fait, on le fera malgré soi et on sera difficilement récompensé.

Quels conseils donneriez-vous à la nouvelle génération de travailleurs ?

Comme à mes collègues, je conseillerais aux travailleurs débutants d'aimer leur métier et de ne pas être assoiffés d'argent dès le départ. Concentrez-vous sur votre métier, le reste suivra. Une fois que vous aurez acquis de l'expérience, vous pourrez être plus ambitieux.

Par ailleurs, écoutez les conseils de vos aînés plus expérimentés.

Propos recueillis par Ange Epée



Jonas PANLE. Technicien de surface

«le suis fier de mon parcours»

Que représentent pour vous ces médailles qui viennent de vous être décernées ?

Des diplômes. Je suis entré au service du GICAM sans diplôme et ces médailles sont comme des

diplômes pour moi. Quel est votre sentiment, à l'aube de votre départ en

De la fierté. En 20 ans et 10 mois de service au Groupement, j'ai vu passer 03 présidents et 05 secrétaires exécutifs. Je n'ai jamais été sanctionné une seule fois et j'ai obtenu mes 03 médailles du Travail en tant qu'employé du GICAM. Je suis fier de mon parcours.

Quels conseils donneriezvous à la nouvelle génération de travailleurs ?

Concentrez-vous sur votre mail, ne regardez pas à ce que font vos collègues.

Propos recueillis par Ange Epée



«Le couronnement d'une vie professionnelle jalonnée de défis »

Que représentent pour vous ces médailles qui viennent de vous être décernées ?

Ces médailles récompensent l'ancienneté des services que j'ai effectués, les tâches accomplies avec dévouement, engagement et discrétion. Elles sont le couronnement d'une vie professionnelle jalonnée de défis, de moments de joies et de peines, de rires et de larmes.

Quel est votre sentiment, à l'aube de votre départ en re-

traite?

La gratitude. Je suis reconnaissante à l'Eternel qui m'a accompagnée et soutenue jusqu'à ce jour. Des collègues et collaborateurs ont quitté le navire en raison de décès (M. Mama, chargé du recouvrement. Paix à son âme), démissions et/ou licenciements. J'ajouterais à la gratitude la satisfaction, dans la mesure où j'ai contribué, à ma manière, au rayonnement de notre Groupement en particulier et au développement du Cameroun en général.

Quels conseils donneriez-vous à la nouvelle génération de travailleurs?

La nouvelle génération de travailleurs est attirée par les vanités du monde, d'où la recherche des gains faciles. L'expression «Serrer la ceinture» n'est pas sa caractéristique première. Je l'exhorte à accepter le sacrifice, à patienter et à travailler pour être compétitive sur le marché du travail.

Propos recueillis par Ange Epée



« Tout vient à point à qui sait attendre »

Que représente pour vous cette médaille qui vient de vous être décernée ?

La médaille d'honneur du travail en vermeil qui vient de m'être décernée représente 15 années de travail abattu au sein de notre Groupement. Elle vient à la suite de la médaille d'argent reçue il y a quelques années. Au-delà de la matière, elle matérialise pour moi la reconnaissance de nombreuses années de don de soi pour l'édification d'une œuvre : la construction de notre économie.

Quel message adresseriez-vous à vos collègues qui n'en ont pas encore reçu?

Tout vient à point à qui sait attendre. Travaillez et prenez patience.

Quels conseils donneriez-vous à la nouvelle génération de travailleurs?

Rigueur, efficacité, engagement, don de soi, humilité sont, entre autres, les maîtres-mots.

Propos recueillis par Ange Epée

Diffusez vos annonces publicitaires sur le site Internet du GICAM!

www.legicam.cm

Plus d'informations au 696 43 21 93 ou par e-mail à dsamou@legicam.org







FIMEX International s.a.

B.P. 3224 Douala - Cameroun Email: fimex@fimex-international.com Tél. +237 233 39 23 75 ou +237 697 89 61 31 Site Web: http://www.fimex-international.com

Spécialiste de la Protection des Cultures

Plus de 60 Références homologuées ou représentées Un Large Réseau de Distribution fidélisé Des Partenaires de Réputation Internationale Une Equipe Dynamique et Professionnelle Une Ambition Régionale Un Projet Industriel Innovant Un Code Ethique et Déontologique Recherche et Innovation permanentes FIMEX Green Code Engagement RSE ...

Partenaire Responsable pour le Développement Agricole



Plus que des **Produits**
..... Nous vous offrons des **Solutions**

Fayez Samb

« L'ASSURANCE LOCATION CONTENEUR SERT DE TRAIT D'UNION »

Le directeur général de Gras Savoye présente un nouveau produit d'assurance.

A la faveur de l'orientation donnée par le Conseil Consultatif d'Orientation du Port Autonome de Douala (CCO'PAD) pour trouver une solution au problème lié à l'exigence du paiement d'une caution financière à laquelle les opérateurs portuaires étaient soumis lors de la location de conteneurs par les propriétaires de ceux-ci, un groupement d'assureurs, avec pour tête de file Gras Savoye, propose une solution nouvelle : l'assurance Location Conteneur.

Monsieur le Directeur général, il est annoncé pour le début du mois de janvier, la sortie d'un nouveau produit d'assurance. Pouvez-vous nous donner plus de détails ?

L'assurance Location Conteneur (ALC) a vocation à assurer aux armateurs, contre le paiement d'une prime d'assurance par le commissaire agréé en Douane (CAD), une juste indemnisation du préjudice qu'ils subissent lorsque, ayant loué un conteneur, celui-ci est rendu endommagé ou en retard par le CAD qui en avait la responsabilité.

Ainsi, sur la base d'une étude approfondie menée sur la place portuaire de Douala, avons-nous pu déterminer une limite et un barème d'indemnisation conformes à ce que les armateurs sont en droit d'attendre pour les cas où leurs conteneurs seraient volés ou leur seraient rendus endommagés ou alors au-delà de la durée contractuelle de location.

Ce produit a pour but à la fois de permettre que le passage de la pratique du paiement de la caution financière à l'assurance soit synonyme d'une relation plus apaisée entre CAD et armateurs, mais également qu'une véritable garantie d'indemnisation soit donnée aux armateurs afin qu'ils puissent poursuivre en toute sérénité leurs activités dont le conteneur est un maillon central.

Ce nouveau produit vient remplacer le système de cautionnement des conteneurs existant au Port autonome de Douala. Quel problème ce système avait-il posé? Quelles sont les innovations majeures?

Disons que nous, Gras Savoye, en notre qualité de courtier d'assurances, avons été approchés par une corporation opérant au sein de la place portuaire pour rechercher et proposer une solution face à un certain nombre de difficultés auxquelles étaient confrontés leurs membres et les autres acteurs de leur corps de métier. Difficultés résultant, d'une part, de l'exigence du paiement d'une caution finan-



cière à laquelle ils étaient soumis lors de la location des conteneurs par les propriétaires de ceux-ci, ou leurs mandataires et, d'autre part, de la gestion qui s'en suivait.

Ainsi, sans pouvoir parler ni à la place de l'organe chargé de l'orientation du Port autonome de Douala ni à celle de nos mandants, il semblerait que le système de caution suscitait trois principales préoccupations : une rétention des cautions après restitution des conteneurs parfois qualifiée « d'abusive » ; une détermination arbitraire des montants retenus par les armateurs ou leurs représentants pour couvrir les dommages au conteneur ; un engagement financier lourd pour de petites structures ne permettant pas de consacrer les ressources ainsi immobilisées à leur développement.

Dès lors, la solution attendue de nous devait permettre d'aboutir à une juste indemnisation du préjudice subi par les armateurs fixé, le cas échéant, avec le concours des experts dûment agréés dans la valorisation de ce type d'avaries; à un coût inférieur aux charges par rapport à ce que représentait auparavant la pratique des cautions financières en termes de trésorerie immobilisée; à la dévolution aux professionnels dont c'est le métier des transactions avec les armateurs relativement à la location des conteneurs, d'une part et, d'autre part, au paiement des sinistres à ces derniers.

Objectifs qui, nous le pensons, ont été atteints via l'assurance Location Conteneur.

Mais si je devais retenir l'une des particularités ou innovation majeure de ce produit, c'est d'avoir ramené dans le giron de l'économie des services une pratique, le paiement de la caution financière, qu'aucun encadrement réglementaire ne régissait et qui représentait donc un véritable manque à gagner pour l'économie du Cameroun dans son ensemble.

Que pouvez-vous nous dire du montage de l'opération, entre le courtier que vous êtes et les assureurs partenaires ?

Il est tout d'abord important de noter que l'innovation est la principale vertu des entreprises qui gagnent. Et sur le marché de l'assurance camerounais, Gras Savoye fait office de leader dans la conception et le montage de nouveaux produits d'assurance.

C'est donc tout naturellement que le président du SYNAUTRATRA, M. Richard Mfeugang, s'est tourné vers Gras Savoye Cameroun pour créer ce produit d'assurance.

Pour porter ledit produit sur le marché, nous avons réuni un panel d'assureurs partenaires solvables avec qui nous avons enrichi notre réflexion, notamment dans son volet de gestion des sinistres. Notre préoccupation était à la fois de pouvoir offrir une célérité dans le paiement des sinistres aux armateurs et consignataires de navires qui en sont les bénéficiaires par le jeu de la délégation d'indemnité, ainsi qu'un juste niveau d'indemnisation en

adéquation avec le préjudice subi. L'idée sousjacente est de garantir la pérennité de leur exploitation en passant par la forte conscientisation des loueurs de conteneurs au travers de leurs corporations respectives pour éviter la détention abusive des conteneurs ou le détournement de leur utilisation.

Rappelons, enfin, que les partenaires assureurs choisis par Gras Savoye offrent une forte solvabilité, disposent d'une notoriété reconnue et répondent aux normes de gestion internationales professionnelles que nous appliquons.

Quelle est la principale cible pour ce produit d'assurance?

Notre produit sert en conséquence de trait d'union dans la relation entre les armateurs ou leurs représentants et les CAD et a vocation à apporter une solution équitable et pérenne tout à la fois aux propriétaires de conteneurs et à leurs locataires.

Comment ce nouveau système fonctionne-t-il et quelles sont les procédures pour la souscription des entreprises intéressées?

Ce nouveau système de garantie des conteneurs s'inscrit dans le prolongement du projet de dématérialisation des procédures du GUCE.

Aussi avons-nous travaillé avec les équipes Informatique du GUCE pour parvenir à un système sécurisé et rapide de souscription en ligne aboutissant à la levée d'attestation en quelques 03 à 05 minutes, à l'image de ce qui se fait déjà pour la levée des certificats d'assurance à l'importation, e-CAH.

Il suffit donc au CAD de se rendre sur son espace eGUCE pour assurer les conteneurs qu'il va louer. Une fois la souscription effectuée, le CAD imprime son devis d'assurance et se rend pour le règlement de sa prime

dans une agence bancaire du GUCE pour tout moyen de paiement ou à la caisse de l'ALC Shop Gras Savoye (126, rue Surcouf derrière ancien Immeuble SITABAC) pour les paiements en espèces des montants inférieurs à 01 million de FCFA.

L'attestation d'assurance sera remise au CAD à l'ALC Shop, où il se rendra muni du reçu de paiement et de son devis.

Nous avons voulu un système de souscription à la fois simple et rapide pour permettre aux CAD de gagner un maximum de temps. Nous avons également pensé aux cas de fausses attestations et avons donc prévu une page de contrôle permettant aux armateurs ou à leurs représentants de s'assurer que les attestations d'assurances qui leur sont présentées sont bien authentiques et non des contrefaçons. Par ce dispositif, les fraudeurs seront ainsi immédiatement identifiés et exclus du système de garantie.

Qu'est-ce qui est attendu des principaux acteurs de la place portuaire ?

A nouveau, Gras Savoye n'est impliqué dans ce nouveau produit qu'à la demande des acteurs de la place portuaire, notamment le SY-NAUTRATRA.

Nous pensons donc sur cette question qu'il est préférable de s'en référer à l'avis favorable du CCO'PAD demandant à chacun des acteurs de la place portuaire de tout mettre en œuvre d'ici le 26 décembre 2015 pour la réussite de cette solution d'assurance.

Selon vous, quelles sont la portée économique et les retombées sociales attendues? La portée économique et les retombées sociales de ce nouveau produit peuvent être gigantesques, à plus d'un titre.

Tout d'abord, en fiscalisant via un produit d'assurance une pratique jusque-là informelle,

l'Etat du Cameroun peut espérer des retombées significatives en termes de TVA ainsi qu'en augmentation de l'enveloppe des frais de contrôle des compagnies d'assurances.

Or, connaissant les efforts particulièrement intenses que le Cameroun doit consentir, d'une part, dans sa défense et celle de la sous-région face à la menace d'insécurité et, d'autre part, dans les investissements lourds dont le pays a besoin, cette contribution sera certainement appréciée à sa juste mesure.

Viennent ensuite les professionnels du transport qui, grâce à cette solution, disposeront désormais d'un moyen de rétablir leur trésorerie au profit du développement de leur activité et donc de l'emploi au Cameroun. Les armateurs, bien évidemment, qui voient leur propriété sécurisée via un produit d'as-

Cette solution contribuera également, parmi tant d'autres envisagées, à la décongestion du Port de Douala et donc à sa compétitivité, en réduisant le temps de séjour des conteneurs qui était aussi rallongé du fait de la recherche par les CAD de sommes importantes destinées au paiement des cautions. Cette solution sera également un atout pour les autres ports à venir.

L'économie du Cameroun dans son ensemble, enfin, grâce aux recettes générées par ce produit qui, étant perçues par les investisseurs institutionnels que sont les assureurs, bénéficiera d'une manne d'investissements privés nouveaux.

Chacun prend sa part dans l'horizon d'Emergence que son Excellence le président Paul Biya a tracé pour 2035. Et c'est notamment via ce produit que Gras Savoye Cameroun et ses partenaires assureurs comptent y participer.

Diffusez vos annonces publicitaires sur le site Internet du GICAM!

www.legicam.cm

Plus d'informations au 696 43 21 93 ou par e-mail à dsamou@legicam.org





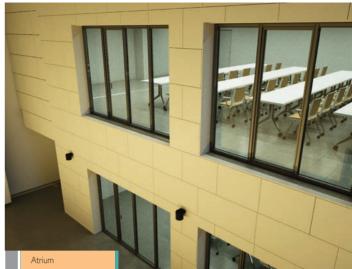
LE NOUVEAU VISAGE

DE NOTRE SIÈGE

L'Assemblée générale du 17 décembre a entériné le projet d'extension de notre immeuble : une salle de conférences plus grande, une salle des banquets, une bibliothèque, de nombreux bureaux...







Projet d'extension de l'immeuble-siège

Ce projet est motivé par trois raisons majeures.

Il s'agit, premièrement, d'accroître la capacité d'autofinancement du Groupement à travers une augmentation des ressources de location pour les bureaux, l'Ecole de l'Entreprise du GICAM (EEG), le Centre d'incubation et d'innovation (C2I) et une salle des banquets. Les recettes additionnelles pourraient alors de l'ordre de I 15 millions de FCFA / mois.

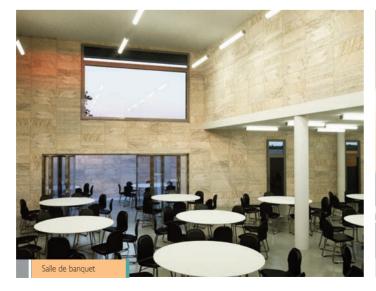
Deuxièmement, ce projet est motivé par la nécessité d'augmenter la capacité d'accueil de la salle des conférences qui est de plus en plus sollicitée et la modemiser. Le nombre d'adhérents va croissant et la salle de conférences s'avère de plus en plus étroite pour accueillir les participants aux principales manifestations du Groupement (assemblées générales, Universités du GICAM, diners-débats, etc.)

La troisième motivation du projet se rapporte à la nécessité de créer une bibliothèque pour les adhérents et les étudiants ; un lieu qui servira en même temps de salle multimedia, d'espace d'accès au savoir et à la culture.

En plus de la salle des banquets et de la bibliothèque, l'extension consistera à doubler la capacité d'accueil de la salle de conférence, aménager I 5 nouveaux bureaux et 07 nouvelles salles de réunion ainsi qu'une cour intérieure ouverte (Atrium) qui desservira ces nouveaux espaces.

Le montant du devis estimatif s'élève à 1,5 milliard de FCFA dont 750 millions de FCFA pour la finalisation des études et le gros-œuvre et l'autre moitié pour le second œuvre. Les adhérents ont validé le modèle de financement qui reposera, comme pour les travaux de construction de l'immeuble, sur deux piliers : (i) un appel aux contributions de donateurs pour 1/3 et (ii) un recours à un emprunt bancaire sur 10 ans pour les 2/3 du coût du projet. Pour la mobilisation des donateurs, un schéma de reconnaissance aux futurs bienfaiteurs a été approuvé par l'assemblée générale :

- une donation de 5 millions de FCFA donnera droit à l'inscription de la raison sociale de l'entreprise sur le mur des bienfaiteurs dans l'Atrium;
- une donation de 10 millions de FCFA concèdera l'attribution de la raison sociale du donateur à l'un des 15 bureaux ;
- une donation de 20 millions de FCFA concèdera l'attribution de la raison sociale du donateur à l'une des 07 salles de réunion ;
- une donation de 50 millions de F CFA sera gratifiée par la dénomination de l'Atrium et la bibliothèque par la raison sociale de l'entreprise ;
- concernant la salle des banquets et la salle des conférences, leur nom de baptême sera attribué après négociations avec les donateurs les plus offrants.







Responsable de la communication, GICAM

Plan d'action 2016

UN FAISCEAU D'ACTIVITES POUR LE RAYONNEMENT DE NOTRE GROUPEMENT

Le plan d'action 2016 a été élaboré afin de répondre aux exigences de toutes les parties prenantes. Il cadre avec le projet de l'Alliance active II et les actions qui seront déployées cette année sont une étape dans la réalisation de notre objectif.

Qu'y aura-t-il au programme de l'activité du Groupement pour cette année 2016 ? Quels projets le Groupement a-t-il prévu de mettre en œuvre?

Commençons par indiquer que le plan d'action de l'année 2016 est aussi dense que celui de l'année dernière.

En guise de rappel, notre ambition est de mobiliser l'ensemble des acteurs autour de l'accélération de la croissance, de manière à gagner au moins I point de croissance chaque année et atteindre un taux à 2 chiffres en 2020, afin de placer le Cameroun de façon irréversible sur le chemin de l'émergence.

Par ailleurs, les attentes des adhérents sont les suivantes: être véritablement accompagnés, entendus et défendus; être représentés et informés afin de mieux comprendre l'environnement socio-économique; participer au développement économique au Cameroun et à l'émergence de la nation; consolider et développer leur rôle de chef d'entreprise et développer durablement leur entreprise.

Fort de ce qui précède, un plan d'action a été élaboré afin de répondre aux exigences de toutes les parties prenantes. Il cadre avec le projet de l'Alliance active II et les actions qui seront déployées cette année sont une étape dans la réalisation de notre objectif.

En 2016, les actions du Groupement seront articulées suivant deux axes majeurs : les actions permanentes sur l'année et les projets spécifiques.

Les actions permanentes englobent l'information des adhérents (via les newsletters, Bulletins, diners-débats, notes de conjoncture), le renforcement du Centre d'Arbitrage du GICAM (CAG) et l'implémentation de la médiation (à cet effet, de nouveaux arbitres seront recrutés et un médiateur désigné).

Le Groupement prévoit également de consolider l'implication de la diaspora dans ses activités. Ceci passera, entre autres, par la désignation de délégués GICAM dans des pays hébergeant une forte communauté de chefs d'entreprise d'origine camerounaise, autres que la France et le Canada.

La promotion de l'éthique et de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) sera aussi au programme, de même que le renforcement des capacités des entreprises. Sur ce demier point, les activités prévues sont : l'organisation de sessions de formation du Business Advisory Services (BAS), le suivi du projet de construction des deux centres de formation professionnelle sectoriels (CFPS), en partenariat avec le MINEFOP, la mise en œuvre des partenariats avec l'ANOR, l'ARMP (une session d'information/formation par trimestre).

Le GICAM projette aussi de poursuivre sa lutte contre le commerce illicite en organisant des opérations de saisie et en formant/sensibilisant les Douanes, entreprises et consommateurs.

Les projets spécifiques ont pour cibles les adhérents, les pouvoirs publics, les acteurs internationaux (diaspora et investisseurs étrangers) et les jeunes

En direction des adhérents, notons l'organisation couplée de la 3ème édition des Journées de l'Entreprise et des 5èmes assises de l'Université du GICAM, du 28 mai au 04 juin ; la mise en route du projet d'immatriculation des membres et celle du projet d'extension de l'immeuble- siège.

Au programme également, la mise en place d'un observatoire des contrôles administratifs (Impôts, Douanes, CNPS), la création du Club des créanciers de l'Etat et celle d'une zone industrielle pour faciliter l'installation de nouvelles unités.

Le Groupement poursuivra la mise en œuvre du projet « un Patron – une Plantation » et prévoit de mener des négociations avec le Gouvernement (MINADER, MINEPAT, MINDCAFF) pour la mise à disposition de surfaces cultivables, s'associer avec des partenaires au développement et mobiliser les adhérents pour la mise en route de la société « IPIP ».

La demière action à l'endroit des adhérents est le développement d'un système collectif de gestion des emballages plastiques générés par les entreprises membres du Groupement.

En direction des services publics, sont prévus le suivi des plateformes (CBF, MINFI, MINA-DER, MINEPAT) et la densification structuration et suivi du dialogue public/privé. Sur le premier point, notons la production d'un memorandum pour la protection et de promotion de l'industrie locale ; Sur le deuxième, relevons le suivi de la mise en œuvre du dispositif de la loi fixant les incitations à l'investissement privé et celui de la publication des textes d'application de la loi sur les zones économiques, la relance et la mise à jour du projet de loi sur la sous-traitance et l'appui au déploiement de la Bourse de sous-traitance et de partenariat.

Diverses activités sont programmées sur un plan international : la promotion de l'implantation des entreprises camerounaises dans les pays de la CEEAC et au Nigéria, le suivi de la plateforme UNIPACE/FOPAO et de la Dynamique de Douala et la poursuite du rapprochement avec les patronats étrangers et le renforcement des relations avec les patronats ivoirien et sénégalais.

Un accompagnement des investisseurs étrangers intéressés par la destination Cameroun est prévu, notamment via le développement et l'alimentation de la base de données des investisseurs au GICAM (BDI-GICAM) et la mise en place de mécanismes d'accueil et de suivi des investisseurs étrangers.

Pour terminer, la création d'un Centre d'Innovation et d'Incubation (C2I) pour accompagner les jeunes créateurs et les jeunes promoteurs est programmée.

Au terme de l'année 2016, le déploiement efficace de ce plan d'action renforcera notre positionnement de Groupement « Ouvert et à l'Ecoute, Agissant et Uni, Fort et Respecté ».



Cameroon Management Review

Revue Semestrielle Bilingue N° 30 Juillet – Décembre 2015



Efficacité des mécanismes de gouvernance dans la lutte contre les distorsions à l'image fidèle de l'entreprise

Léopold DJOUTSA WAMBA, Alain TAKOUDJOU NIMPA, Henri WAMBA

Qualité des services et nouvelle gouvernance publique : contribution à l'amélioration des compétences et de la professionnalisation des gestionnaires publics camerounais

Mireille BITYÉ MENDOMO

Libéralisation du marché du ciment dans un pays d'Afrique subsaharienne et dynamique de compétitivité de l'ancien monopoleur : cas d'une entreprise du secteur du ciment

Albert NJAMEN NJANKE, Edson NIYONSABA SEBIGUNDA, Henri WAMBA

Système bancaire et création de valeur : cas du système bancaire de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale

Jean Gervais MISSIÉ

Comportement fiscal des entreprises : une perspective théorique

Fidèle DJOUMESSI

ISSN 2079-6889





Formez-vous

à L'ECOLE DE L'ENTREPRISE DU GICAM







L'Ecole de l'Entreprise du GICAM (EEG) a pour mission d'améliorer la qualité du capital humain au sein des entreprises camerounaises à travers :

- la formation continue, réservée aux salariés actuels ayant été déjà formés dans une spécialité pour laquelle ils possèdent une qualification, en vue d'un approfondissement des connaissances professionnelles ;
- la formation en alternance, réservée aux étudiants, reposant sur le principe de l'alternance entre l'enseignement théorique (2,5 jours à l'Ecole) et l'enseignement du métier (2,5 jours en entreprise). Les étudiants sont accueillis par les entreprises dans le cadre d'un contrat d'apprentissage ou d'un stage académique de 5 mois par année de formation.

L'EEG offre dès la rentrée académique 2015/2016 :

- un programme de Licence Professionnelle en Management des PME/PMI
- un programme de **Master Professionnel** dans les spécialités suivantes :
 - Management et Stratégie d'entreprise
 - Management des Ressources Humaines
 - Marketing Vente Commerce international
 - Comptabilité Finance
 - Audit Contrôle Fiscalité
 - Gestion de la Qualité et des Opérations



LICENCE PROFESSIONNELLE EN MANAGEMENT DES PME/PMI

Niveau d'entrée :

- **Salariés** (formation continue): Bac+2 ou équivalent au moins (DUT, BTS, DSEP...) et bénéficiant d'une expérience de 2 ans au moins.
- **Etudiants** (formation en alternance): Bac+2 ou équivalent au moins (DUT, BTS, DSEP...).

Durée des études : 2 semestres.

Entrée sélective et limitée. Admission sur étude de dossier.



MASTER PROFESSIONNEL EN MANAGEMENT

Niveau d'entrée :

- **Salariés** (formation continue) : Bac+3 ou équivalent au moins (Licence 3) et bénéficiant d'une expérience de 2 ans au moins.
- **Etudiants** (formation en alternance) : Bac+3 ou équivalent au moins (Licence 3).

Durée des études : 4 semestres.

Entrée sélective et limitée. Admission sur étude de dossier.

CONTACTS: Tél: +237 233 42 31 41/ 233 42 64 99

E-mail: nndimbere@legicam.org / gicam@legicam.org

Visitez notre site : www.legicam.cm

Du mouvement dans nos entreprises membres

- Chuks Ngha est le nouveau directeur général de la Standard Chartered Bank
- Mark Wilson occupe le poste de directeur général de Gaz Du Cameroun
- Alain Ripert est le nouveau directeur général de la BICEC
- Loukoumanou Waidi est le nouveau directeur général BGFI
- Hervé Barrere a pris fonction en tant que directeur général de Nestlé
- Eric Legras occupe le poste de directeur général d'Akwa Palace
- **Jean François Nogue** est le nouveau directeur général de l'Hôtel Hilton
- Mohammed Krisni est le nouveau directeur général de la SCB
- **Jacob Sidze** est le nouveau directeur général d'AREA
- Magloire Elogne est le nouveau directeur général d'Asea Brown Boveri
- Alphonse Nafack est le nouveau président de l'APECCAM

Diffusez vos annonces publicitaires sur le site Internet du GICAM!



Plus d'informations au 696 43 21 93 ou par e-mail à dsamou@legicam.org





Vient de paraître

Édition –Diffusion 5-7, rue de l'École Polytechnique 75005 Paris Tél. 01 40 46 79 20 (comptoir et renseignement libraires) Fax 01 43 25 82 03 (commercial)



Alain Symphorien Ndzana Biloa

LA FISCALITE, LEVIER POUR L'EMERGENCE DES PAYS AFRICAINS DE LA ZONE FRANC Le cas du Cameroun

Préface de Gérard PEKASSA NDAM Postface d'Edouard AKAME MFOUMOU

ISBN: 9782343076584• 37€ (25 000 FCFA)•354 pages

Le Cameroun, comme beaucoup d'autres pays de la zone franc, s'est engagé depuis 2009 dans un projet d'émergence économique. La plus haute autorité de l'État, le président Paul Biya, a décidé d'en faire « un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité » à l'horizon 2035. Compte tenu des contraintes que les accords de coopération et/ou de partenariat font peser sur les politiques économiques des pays africains de la zone franc, la fiscalité est appelée à jouer un rôle inédit, en tant que levier pour impulser leurs projets d'émergence économique. La réflexion de l'auteur, consacrée au cas du Cameroun, situé au milieu du tableau de l'Afrique émergente, peut, à quelque chose près, être transposée aux autres pays de la zone qui, comme lui, appliquent les recettes des mêmes experts du FMI et de la Banque mondiale, et pour la plupart, une fiscalité d'inspiration française. Elle part d'un diagnostic du système d'imposition et de la politique fiscale camerounais avant le début de la mise en œuvre du document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE). Elle passe en revue les mesures fiscales et autres mesures en rapport avec la fiscalité prises depuis le 1er janvier 2010. Elle propose, enfin, les chantiers fiscaux à engager pour contribuer efficacement à l'atteinte, par le Cameroun, de son objectif d'émergence et de consolidation de la démocratie en 2035.

Alain Symphorien NDZANA BILOA est titulaire d'une licence en droit public et du diplôme d'inspecteur des régies financières, obtenus respectivement à l'université de Yaoundé-II en 1993 et à l'ENAM en 2001. Inspecteur principal des impôts, il a occupé les fonctions d'inspecteur-vérificateur pendant dix ans à la DGI du Cameroun. Après avoir exercé au centre spécialisé des impôts de Wouri II à Douala et à la brigade provinciale de contrôle du littoral I (août 2001-mars 2004), il a servi en qualité de chef d'équipe de contrôle des entreprises industrielles à la division des grandes entreprises d'avril 2004 à février 2010. Le 2 février 2011, il a été nommé directeur des affaires générales au ministère de la Promotion de la femme et de la Famille.

Points de commande et de vente

Yaoundé

- DAG/MINPROFF (enceinte du CENADI et du MINAS - face du MINATD) Tél. : (237) 222 22 43 87/699 85 72 56 / 677 86 41 04 / 674 27 13 80 E mail : alain.ndzana@yahoo.fr

- Harmattan Cameroun face SNI Immeuble Don Bosco
- Vente à domicile ou au bureau : SOHNA BOUT Samnig Mathias

Tél.: (237) 677 51 81 56

Douala

- Bijouterie Franco-Suisse A côté de Brasilia Bonapriso Rue Batibois – Tél.: (237) 699 43 90 15
- Espace Haut de Gamme Akwa Rue Pau face perception d'Akwa Tél. : (237) 696 55 56 87
- Délégation Régionale du MINPROFF du Littoral Derrière la poste de Bonanjo Tél. : (237) 697 53 23 34
- Vente à domicile ou au bureau : PRISO Achille NJIEMBOKEU Tél. : (237) 677 72 48 93

Groupe Inter Press : Tél. : (237) 222 21 80 32 / 222 21 80 31 / 699 30 30 29

